

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/200948]

Extrait de l'arrêt n° 22/2020 du 13 février 2020

Numéro du rôle : 6736

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 19 mars 2017 « instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne » et de la loi du 26 avril 2017 « réglant l'institution d'un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne en ce qui concerne le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers », introduit par l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

### I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 29 septembre 2017 et parvenue au greffe le 3 octobre 2017, un recours en annulation de la loi du 19 mars 2017 « instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne » (publiée au *Moniteur belge* du 31 mars 2017, deuxième édition) et de la loi du 26 avril 2017 « réglant l'institution d'un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne en ce qui concerne le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers » (publiée au *Moniteur belge* du 22 mai 2017) a été introduit par l'ASBL « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », l'ASBL « L'Atelier des Droits Sociaux », l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », l'ASBL « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », l'ASBL « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté » et l'ASBL « Association Syndicale des Magistrats », assistées et représentées par Me P. Robert et Me L. Laperche, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

### II. *En droit*

(...)

#### *Quant aux dispositions attaquées*

B.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 19 mars 2017 « instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne » (ci-après : la loi du 19 mars 2017) et de la loi du 26 avril 2017 « réglant l'institution d'un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne en ce qui concerne le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers » (ci-après : la loi du 26 avril 2017).

B.2. La loi du 19 mars 2017 institue un « fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne » auprès du Service public fédéral Justice (article 2). Les recettes du Fonds sont utilisées pour financer les indemnités des avocats chargés de l'aide juridique de deuxième ligne, ainsi que les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique (article 3).

B.3.1. Le fonds est alimenté par des contributions perçues dans le cadre de procédures juridictionnelles. L'article 4 de la loi du 19 mars 2017 détermine les affaires dans lesquelles la contribution est due, la personne qui doit la payer et son mode de perception. Le législateur établit une distinction entre les affaires qui sont traitées selon la procédure civile (article 4, § 2), les affaires pénales (article 4, § 3) et les affaires portées devant le Conseil d'Etat et le Conseil du contentieux des étrangers (article 4, § 4).

B.3.2. Pour les affaires qui sont traitées selon la procédure civile, chaque partie demanderesse doit en principe payer pour chaque acte introductif d'instance une contribution au moment de l'inscription au rôle. Sans le paiement de cette contribution, l'affaire n'est pas inscrite au rôle. L'obligation de payer la contribution pour chaque acte introductif d'instance, connaît toutefois plusieurs exceptions.

L'article 4, § 2, de la loi du 19 mars 2017 dispose :

« Pour les affaires qui sont traitées selon la procédure civile, une contribution au fonds est due pour chaque acte introductif d'instance qui est inscrit à l'un des rôles visés aux articles 711 et 712 du Code judiciaire, au moment de cette inscription, par chacune des parties demanderesse. A défaut de paiement de cette contribution, l'affaire n'est pas inscrite.

Aucune contribution n'est toutefois perçue dans le chef de la partie demanderesse :

1° si elle bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire;

2° si elle introduit une demande visée à l'article 68 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et visée à l'article 53, alinéa 2, des lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970;

3° si elle introduit une demande visée aux articles 579, 6°, 580, 581 et 582, 1° et 2°, du Code judiciaire concernant les demandes introduites par ou contre les assurés sociaux personnellement;

4° si elle introduit une demande visée à l'article 1675/4 du Code judiciaire;

5° si elle introduit en qualité de ministère public une demande visée à l'article 138bis du Code judiciaire.

Sauf si la partie succombante bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire, la juridiction liquide le montant de la contribution au fonds dans la décision définitive qui prononce la condamnation aux dépens.

Le Roi fixe les modalités de recouvrement de la contribution au fonds ».

B.3.3. Pour les affaires pénales, chaque suspect, inculpé, prévenu, accusé ou personne responsable civilement du délit qui est condamné par une juridiction pénale est condamné au paiement d'une contribution au fonds. Lorsque la partie civile a pris l'initiative de la citation directe ou lorsqu'une enquête a été ouverte à la suite de son action en tant que partie civile et qu'elle succombe, elle est condamnée au paiement d'une contribution au fonds. Les personnes précitées ne sont toutefois pas condamnées au paiement de la contribution si elles bénéficient de l'aide juridique de deuxième ligne.

L'article 4, § 3, de la loi du 19 mars 2017 dispose :

« Sauf s'il bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne, chaque suspect, inculpé, prévenu, accusé ou personne responsable civilement du délit qui est condamné par une juridiction pénale est condamné au paiement d'une contribution au fonds.

Sauf si elle bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne, la partie civile, lorsqu'elle a pris l'initiative de la citation directe ou lorsqu'une enquête a été ouverte à la suite de son action en tant que partie civile et qu'elle succombe, est condamnée au paiement d'une contribution au fonds.

La juridiction liquide le montant de la contribution au fonds dans la décision définitive qui prononce la condamnation aux dépens.

La contribution est recouvrée selon les règles qui s'appliquent en matière de recouvrement des amendes pénales ».

B.3.4. La loi du 26 avril 2017 étend la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne aux procédures devant le Conseil d'Etat et devant le Conseil du contentieux des étrangers. Conformément à l'article 4, § 4, de la loi du 19 mars 2017, inséré par l'article 2 de la loi du 26 avril 2017, chaque partie requérante devant le Conseil d'Etat et le Conseil du contentieux des étrangers doit également payer une contribution, sauf si elle bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire.

L'article 4, § 4, de la loi du 19 mars 2017 dispose :

« Devant le Conseil d'Etat une contribution au fonds est due, par partie requérante, pour chaque requête qui introduit une demande d'indemnité relative à la réparation d'un dommage exceptionnel, moral ou matériel, un recours en annulation, un recours en cassation, une demande en indemnité réparatrice, un référé administratif, une opposition, une tierce opposition ou un recours en révision.

La perception de la contribution visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est soumise aux mêmes règles que celles pour la perception des droits visés à l'article 30, § 1, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Devant le Conseil du Contentieux des Etrangers, une contribution au fonds est due pour chaque affaire inscrite au rôle, par partie requérante.

Devant le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers, la partie qui bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire n'est pas tenue de payer une contribution au fonds.

Le Roi fixe les modalités de recouvrement de la contribution au fonds ».

B.4. Le législateur a fixé le montant de la contribution au fonds à vingt euros. Ce montant est indexé, conformément à l'article 5 de la loi du 19 mars 2017, qui dispose :

« § 1<sup>er</sup>. La contribution visée à l'article 4 s'élève à 20 euros.

§ 2. La contribution visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est liée à l'indice des prix à la consommation du mois qui précède l'entrée en vigueur de la présente disposition. La contribution est majorée ou réduite de 10 pour cent chaque fois que l'indice augmente ou diminue de dix points ».

*Quant au fond*

*En ce qui concerne l'obligation de payer la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne*

B.5. Le moyen unique, en sa première branche, est pris de la violation, par les lois du 19 mars 2017 et du 26 avril 2017, de l'article 13 de la Constitution, lu en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, en ce que la contribution de vingt euros au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne constituerait, pour les justiciables, une entrave disproportionnée à l'accès au juge, compte tenu des seuils financiers qui existent déjà.

B.6.1. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès au juge compétent. Le droit d'accès à un juge est également garanti par les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

B.6.2. Les lois attaquées n'ont pas pour objet de mettre en œuvre le droit de l'Union européenne. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne peut toutefois s'appliquer dans des procédures dans le cadre desquelles la contribution attaquée est due.

B.6.3. Le droit d'accès au juge constitue un aspect essentiel du droit à un procès équitable et est fondamental dans un Etat de droit. De plus, le droit de s'adresser à un juge concerne tout autant le droit d'agir en justice que celui de se défendre.

B.6.4. Le droit d'accès au juge n'est cependant pas absolu. Il peut faire l'objet de restrictions financières pour autant que celles-ci ne portent pas atteinte à l'essence même de ce droit. Les restrictions à ce droit doivent être raisonnablement proportionnées au but légitime qu'elles poursuivent (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25). La réglementation à cet égard doit servir les buts de sécurité juridique et de bonne administration de la justice et ne peut donc induire des restrictions empêchant le justiciable de voir la substance de son litige tranchée par la juridiction compétente (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25; 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 69).

B.7.1. La contribution forfaitaire au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne vise à procurer un financement complémentaire pour l'aide juridique de deuxième ligne, en particulier eu égard à l'augmentation permanente du nombre de dossiers (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, DOC 54-1851/001, p. 3; *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-1851/006, p. 8). Ainsi que le prévoit l'article 3 de la loi du 19 mars 2017, les recettes du fonds sont utilisées pour financer les indemnités des avocats chargés de l'aide juridique de deuxième ligne, ainsi que les frais liés à l'organisation des bureaux d'aide juridique.

L'effectivité de l'aide juridique de deuxième ligne est un but légitime qui rencontre l'obligation du législateur, inscrite à l'article 23, alinéa 3, 2<sup>o</sup>, de la Constitution, de garantir l'aide juridique à ceux qui en ont besoin pour assurer leur droit fondamental à l'accès à la justice.

B.7.2. La contribution forfaitaire au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, qui est attaquée, s'élève à vingt euros, montant qui est indexé (article 5 de la loi du 19 mars 2017).

B.7.3. L'obligation de payer la contribution connaît toutefois des exceptions. Dans les affaires qui sont traitées selon la procédure civile et dans les procédures devant le Conseil d'Etat et devant le Conseil du contentieux des étrangers, la contribution ne peut en aucun cas être due par des personnes qui bénéficient de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire. Dans les affaires pénales, la contribution ne peut pas davantage être imposée aux personnes qui bénéficient de l'aide juridique de deuxième ligne.

L'accès à l'aide juridique de deuxième ligne et à l'assistance judiciaire est accordé au demandeur qui ne dispose pas de moyens de subsistance suffisants pour payer les services de son avocat et les frais de justice. En exonérant ces personnes de la contribution attaquée, le législateur a ainsi voulu préserver le droit d'accès au juge pour les plus démunis.

L'article 4, § 2, de la loi du 19 mars 2017 prévoit en outre une exception à l'obligation d'acquitter la contribution pour certaines catégories de personnes qui sont censées se trouver dans une position vulnérable.

B.7.4. Pour les autres justiciables, pareil coût ne saurait être réputé constituer en soi un obstacle insurmontable pour avoir accès à un juge. Le fait que la contribution peut entraîner une augmentation des frais d'une procédure judiciaire n'est pas de nature à porter atteinte au droit d'accès au juge.

B.7.5. Si le coût lié à l'application des lois attaquées n'est pas, en soi, la cause des atteintes au droit d'accès au juge alléguées par les parties requérantes, il a néanmoins pour effet d'alourdir la charge financière liée à l'exercice de ce droit. Le législateur doit dès lors tenir compte, lorsqu'il adopte une telle mesure, des autres mesures qui alourdissent le coût des procédures juridictionnelles. Il doit aussi tenir compte de l'effet cumulé de telles mesures, lorsqu'il prend d'autres mesures susceptibles d'augmenter le coût des procédures juridictionnelles. Il doit, en effet, veiller à ne pas limiter, pour certains justiciables, le droit d'accès aux juridictions d'une manière telle que ce droit s'en trouve atteint dans sa substance. L'existence d'une telle atteinte doit s'apprécier au regard de l'ensemble des mesures susceptibles d'alourdir le coût des procédures juridictionnelles.

B.8. La deuxième branche du moyen unique est prise de la violation, par les lois attaquées, des articles 10, 11 et 172 de la Constitution, en ce que la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne est uniquement supportée par les justiciables et non par tous les contribuables.

B.9.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination. L'article 172 de la Constitution est une application particulière de ce principe en matière fiscale.

B.9.2. La contribution forfaitaire obligatoire au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne qui est perçue dans le cadre de procédures juridictionnelles est un prélèvement ayant une portée générale qui est pratiqué d'autorité par les pouvoirs publics afin de couvrir une dépense d'utilité publique. Elle doit dès lors être considérée comme un impôt au sens des articles 170 et 172 de la Constitution. La circonstance que le produit du prélèvement est affecté à une dépense spécifique des pouvoirs publics et est versé à cet effet dans un fonds distinct, comme le prévoit l'article 3 de la loi du 19 mars 2017, ne lui enlève pas le caractère d'impôt au sens des dispositions constitutionnelles précitées (voyez CE, avis n° 60.429/3 du 15 décembre 2016, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-1851/008, pp. 6-7).

B.9.3. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.10. Lorsqu'il détermine sa politique en matière fiscale, le législateur dispose d'un pouvoir d'appréciation étendu. Tel est notamment le cas lorsqu'il détermine les redevables des impôts. Dans cette matière, la Cour ne peut censurer les choix politiques du législateur et les motifs qui les fondent que s'ils reposent sur une erreur manifeste ou ne sont pas raisonnablement justifiés.

B.11.1. Au cours des travaux préparatoires, le choix de percevoir la contribution forfaitaire dans le cadre de procédures juridictionnelles et de la mettre à charge des justiciables a été justifié par le fait que « chaque utilisateur du service public de la justice tire profit d'une aide juridique de deuxième ligne correcte » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-1851/006, p. 9).

B.11.2. Par la contribution forfaitaire de vingt euros pour les personnes qui sont impliquées dans des procédures juridictionnelles, le législateur entend, en conformité avec l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution, garantir l'aide juridique à ceux qui en ont besoin pour assurer leur droit fondamental à l'accès à la justice. Cet objectif peut justifier que la contribution soit imposée aux justiciables qui sont présumés disposer de la capacité financière nécessaire.

B.12.1. Il résulte de ce qui précède que le choix du législateur de financer le fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne au moyen d'une contribution forfaitaire limitée perçue dans le cadre de procédures juridictionnelles n'affecte pas le droit d'accès à un juge et n'est pas dénué de justification raisonnable, eu égard au principe d'égalité et de non-discrimination.

B.12.2. Le moyen unique, en ses première et deuxième branches, n'est pas fondé.

B.13.1. En ordre subsidiaire, les parties requérantes font valoir, dans la quatrième branche du moyen unique, que la circonstance que la contribution au fonds est due par partie demanderesse ou requérante pour chaque acte introductif d'instance dans les affaires qui sont traitées selon la procédure civile et la procédure administrative ne repose pas sur un critère adéquat et peut avoir des effets disproportionnés.

B.13.2. La circonstance que chaque partie demanderesse ou requérante doit en principe, pour chaque acte introductif d'instance, dans les affaires qui sont traitées selon la procédure civile ou administrative, payer la contribution forfaitaire au fonds de vingt euros, est objective et pertinente au regard de l'objectif mentionné en B.11.1 d'imposer cette contribution à chaque utilisateur du service public de la justice.

Toutefois, combinées à la circonstance que le juge liquide ce montant dans la décision finale qui condamne aux dépens, les dispositions attaquées ont pour conséquence que, lorsqu'elle ne bénéficie pas de l'aide juridique de deuxième ligne ou de l'assistance judiciaire, la partie succombante peut se voir imposer le paiement d'une contribution forfaitaire bien supérieure au montant de vingt euros fixé par le législateur. En effet, si plusieurs demandeurs ou requérants introduisent l'action contre un seul défendeur et que ce dernier succombe, le montant de la contribution de vingt euros, multiplié par le nombre de demandeurs ou de requérants, peut être mis à sa charge, sans qu'aucun plafond ne soit fixé.

B.13.3. Les dispositions attaquées ont donc pour effet qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.14. Le moyen unique, en sa quatrième branche, est fondé. Il convient d'annuler, dans l'article 4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 mars 2017, les mots « par chacune des parties demanderesse » et dans l'article 4, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, de la même loi, tel qu'il a été inséré par l'article 2 de la loi du 26 avril 2017, les mots « par partie requérante ».

*En ce qui concerne les procédures exonérées des droits de mise au rôle ou bénéficiant de droits de mise au rôle uniques*

B.15. Le moyen unique, en sa troisième branche, est pris de la violation, par les lois du 19 mars 2017 et du 26 avril 2017, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, en ce que l'obligation de payer la contribution s'applique également aux procédures qui sont exonérées des droits de mise au rôle.

B.16.1. L'imposition de droits de mise au rôle, d'une part, et l'imposition de la contribution au Fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, d'autre part, sont fondées sur des choix politiques procéduraux différents.

La différence de traitement entre certaines catégories de personnes qui découle de l'application de règles procédurales différentes dans des circonstances différentes n'est pas discriminatoire en soi. Il ne pourrait être question de discrimination que si la différence de traitement qui découle de l'application de ces règles de procédure entraînait une limitation disproportionnée des droits des personnes concernées.

B.16.2. Comme il est dit en B.7, les lois attaquées n'emportent pas de restriction disproportionnée du droit d'accès à un juge des personnes qui sont redevables de la contribution forfaitaire au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne.

B.17. Le moyen unique, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

B.18.1. Le moyen unique, en sa cinquième branche, est pris de la violation, par les lois du 19 mars 2017 et du 26 avril 2017, des articles 10, 11 et 13 de la Constitution, en ce que la contribution forfaitaire au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne est due par chaque partie demanderesse pour chaque acte introductif d'instance devant le tribunal de la famille, alors qu'en cas de saisine permanente de ce tribunal, des droits de rôle n'étaient dus qu'une seule fois, conformément à l'article 269<sup>2</sup> du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, tel qu'il a été remplacé par l'article 4 de la loi du 28 avril 2015 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe ». Cette dernière disposition a été annulée par l'arrêt de la Cour n° 13/2017 du 9 février 2017. La Cour a toutefois maintenu jusqu'au 31 août 2017 les effets de la disposition annulée à l'égard des demandes introduites devant une juridiction jusqu'à cette date.

B.18.2. En application de l'article 269<sup>1</sup>, alinéa 5, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, tel que cet alinéa a été inséré par l'article 2, c), de la loi du 14 octobre 2018 « modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe », un droit de rôle unique est dû en cas de saisine du tribunal de la famille d'une cause réputée urgente visée à l'article 1253<sup>ter</sup>/7 du Code judiciaire lorsque l'objectif de la nouvelle saisine de ce tribunal est de modifier une demande sur laquelle il s'est déjà prononcé ou une demande relative à l'exercice de l'autorité parentale sur laquelle le tribunal de la jeunesse s'est déjà prononcé.

B.18.3. Comme l'indique l'exposé des motifs relatif à cette disposition, il s'agit d'un « régime propre à la saisine permanente du tribunal de la famille » qui n'est applicable que lorsqu'il y a un « lien suffisant entre la demande initiale et la demande dont le tribunal de la famille est à nouveau saisi sur base de l'existence d'éléments nouveaux » (*Doc. parl., Chambre, 2016-2017, DOC 54-2569/001, pp. 11-12*).

B.19.1. Le mécanisme de la saisine permanente du tribunal de la famille a pour conséquence que l'affaire reste inscrite au rôle du tribunal, même après un jugement définitif, de sorte qu'il puisse à nouveau en connaître lorsque la situation a évolué. Le tribunal peut ainsi être amené à modifier sa décision initiale sans être saisi par un nouvel acte introductif d'instance.

B.19.2. Dès lors que la contribution attaquée est due « pour chaque acte introductif d'instance », au moment de l'inscription de ce dernier au rôle, elle n'est pas due pour chaque nouvelle demande formulée devant le tribunal de la famille dans le cadre d'une affaire dont il est saisi de manière permanente, puisque l'affaire ne fait l'objet que d'un seul « acte introductif d'instance », lors de son inscription au rôle, les demandes ultérieures n'étant pas des « actes introductifs d'instance ».

B.20. Sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.19.2, le moyen unique, en sa cinquième branche, n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le champ d'application de l'article 4 de la loi du 19 mars 2017*

B.21. Le moyen unique, en sa sixième branche, est pris de la violation, par les lois du 19 mars 2017 et du 26 avril 2017, des articles 10, 11 et 172 de la Constitution, en ce que la contribution attaquée est uniquement due dans les procédures visées à l'article 4 de la loi du 19 mars 2017, tel qu'il a été modifié par l'article 2 de la loi du 26 avril 2017. Les parties requérantes estiment en particulier qu'il n'est pas justifié que la contribution au fonds ne soit pas due dans les affaires qui font l'objet d'autres procédures, comme la médiation en matière civile et la suspension du prononcé, la transaction ou l'extinction de l'action publique par l'exécution des mesures et le respect des conditions en matière pénale. Il ne serait pas davantage justifié que l'obligation de contribution s'applique uniquement aux parties qui intentent une procédure devant le Conseil d'État ou devant le Conseil du contentieux des étrangers et non devant les autres juridictions administratives, fédérales ou non.

B.22. Comme il est dit en B.10, lorsqu'il détermine sa politique en matière fiscale, le législateur dispose d'un droit d'appréciation étendu. Dans cette matière, la Cour ne peut censurer les choix politiques du législateur et les motifs qui les fondent que s'ils reposent sur une erreur manifeste ou ne sont pas raisonnablement justifiés.

B.23.1. Pour les affaires qui sont traitées selon la procédure civile, le législateur a choisi de subordonner le paiement de la contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne à l'existence d'un acte introductif d'instance auprès de la juridiction concernée.

B.23.2. La différence de traitement alléguée repose donc sur un critère objectif, à savoir l'acte introductif d'instance. Le critère de distinction est également pertinent au regard du but poursuivi par le législateur consistant à procurer un financement complémentaire pour l'aide juridique de deuxième ligne par le biais d'une contribution forfaitaire de vingt euros pour les personnes impliquées dans des procédures juridictionnelles.

B.23.3. Il n'est donc pas dénué de justification raisonnable que, conformément à l'article 4, § 2, de la loi du 19 mars 2017, une contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne soit uniquement due en raison de l'introduction de l'affaire devant le juge.

Il convient, de plus, de relever que, dans le cadre d'une médiation judiciaire, une contribution a déjà été payée en raison de l'introduction de l'affaire devant le juge. Dans le cas d'une mise au rôle pour l'homologation d'un accord de médiation dans le cadre d'une médiation volontaire, une contribution sera également due par chaque partie demanderesse.

B.24.1. En matière pénale, une contribution au fonds est due, sauf lorsque l'intéressé bénéficie de l'aide juridique de deuxième ligne, par chaque suspect, inculpé, prévenu, accusé ou personne responsable civilement du délit qui est condamné par une juridiction pénale, de même que par la partie civile, lorsqu'elle a pris l'initiative de la citation directe ou lorsqu'une enquête a été ouverte à la suite de son action en tant que partie civile et qu'elle succombe.

B.24.2. L'article 4, § 3, de la loi du 19 mars 2017 établirait, selon les parties requérantes, une différence de traitement injustifiée entre les personnes qui doivent payer, dans les affaires pénales, une contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, d'une part, et les personnes à l'égard desquelles l'action publique s'éteint conformément aux articles 216<sup>bis</sup> ou 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle ou dont le prononcé de la condamnation est suspendu, conformément à l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 « concernant la suspension, le sursis et la probation », d'autre part.

B.24.3. Contrairement aux affaires qui sont traitées selon la procédure civile ou administrative, la contribution attaquée n'est perçue, dans les affaires pénales, qu'à la fin de la procédure, lors du prononcé quant au fond. La contribution n'est par ailleurs due qu'en cas de condamnation.

B.24.4. En cas d'extinction de l'action publique par le paiement d'une somme d'argent, conformément à l'article 216<sup>bis</sup> du Code d'instruction criminelle, ou par l'exécution de mesures et le respect des conditions, conformément à l'article 216<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle, l'affaire est traitée selon une procédure extrajudiciaire.



B.24.5. En cas de suspension du prononcé de la condamnation, conformément à l'article 3 de la loi du 29 juin 1964 « concernant la suspension, le sursis et la probation », le juge statue uniquement sur le point de savoir si les faits sont prouvés et il ne prononce pas de condamnation pénale.

Toutefois, contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, une contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne sera tout autant due en pareil cas, dès lors que l'intéressé est condamné aux dépens en vertu de l'article 6 de la loi du 29 juin 1964.

Il s'ensuit que la différence de traitement invoquée par les parties requérantes est inexistante.

B.25.1. Enfin, l'article 4, § 4, de la loi du 19 mars 2017, inséré par l'article 2 de la loi du 26 avril 2017, établirait, selon les parties requérantes, une différence de traitement injustifiée en ce que chaque partie requérante devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers doit payer une contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne, sauf si elle bénéficie de l'aide juridique de deuxième instance ou de l'assistance judiciaire, alors qu'une telle obligation de payer la contribution ne s'applique pas devant d'autres juridictions administratives.

B.25.2. Dans son avis sur la proposition de loi devenue la loi attaquée, la section de législation du Conseil d'État a observé à propos de la limitation de l'obligation de contribution aux procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers :

« Le paiement visé par la proposition de loi amendée ne trouve à s'appliquer dans le droit de la procédure administrative que ' [dans les affaires] devant le Conseil d'État et le Conseil du Contentieux des étrangers '. La question se pose alors de la compatibilité avec le principe d'égalité et de non-discrimination de la distinction qui découle de l'inapplicabilité de l'obligation de paiement à d'autres juridictions administratives, telles que le Collège de la concurrence de l'Autorité belge de la concurrence ou les chambres de première instance et de recours auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Si le législateur estime que la distinction précitée peut résister au contrôle de constitutionnalité, il est recommandé de développer la justification de la distinction précitée lors des débats parlementaires. Dans le cas contraire, le régime proposé ne pourra être adopté que si son champ d'application est élargi à d'autres (ou aux autres) juridictions administratives.

Les observations qui précèdent valent en principe aussi pour les juridictions administratives organisées par les communautés et les régions en application des compétences implicites. En effet, l'autorité fédérale est en principe également compétente pour régler l'aide juridique de deuxième ligne devant ces juridictions, y compris son financement et, partant, la contribution visée dans la proposition de loi amendée. Il convient par conséquent de justifier également l'exclusion de ces juridictions administratives. En l'absence d'une telle justification, le régime proposé ne pourra être adopté que si son champ d'application est aussi élargi à d'autres (ou aux autres) juridictions administratives des communautés et des régions. Dans ce cas, le législateur devra toutefois se limiter à régler l'obligation de contribution et le montant de celle-ci. Il ne peut pas s'ingérer dans la procédure devant ces juridictions, par exemple en concevant la contribution comme une condition de recevabilité ou comme faisant partie des frais de justice » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-1851/008, pp. 8-9).

B.25.3. À la suite de ces observations, les travaux préparatoires mentionnent :

« Dans les procédures administratives, l'obligation de payer la contribution est limitée aux procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers. Pour ces juridictions administratives fédérales composées de juges professionnels, les procédures ne sont en principe déjà pas gratuites; il s'agit des seules procédures devant une juridiction administrative pour lesquelles des droits de mise au rôle sont perçus. Les auteurs ont expressément souhaité que les procédures administratives actuellement gratuites pour tous les justiciables le restent également à l'avenir.

Dans le cadre des procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers, l'assistance fournie par un avocat à des parties moins fortunées a également un impact substantiel sur la qualité et sur le déroulement efficient de la procédure, notamment en raison du caractère écrit de celle-ci et donc notamment aussi en raison de l'importance des pièces de procédure établies par l'avocat.

En outre, la nomenclature de l'aide juridique de deuxième ligne prévoit pour ces procédures un nombre de points comparable à celui octroyé pour une procédure devant un tribunal ordinaire (en moyenne de 7 à 10 points), alors que seulement 3 points par procédure sont octroyés pour les autres procédures administratives.

Les procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers représentent également une part considérable du budget total annuel de l'aide juridique de deuxième ligne (environ 12,5 %), alors que les autres procédures devant des juridictions administratives représentent une part négligeable (moins de 1 %), de sorte que les frais pour percevoir ou recouvrer une contribution dans le cadre de ces dernières procédures seraient beaucoup trop élevés par rapport au montant total percevable ou recouvrable pour le fonds budgétaire » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-1851/009, p. 13).

B.25.4. La contribution attaquée tend au financement de l'aide juridique de deuxième ligne. Par conséquent, le législateur a pu tenir compte de la part respective dans les frais de cette aide que représentent les procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers, d'une part, et devant les autres juridictions administratives, d'autre part. Il a également pu prendre en considération le fait que les coûts organisationnels qu'entraînent la perception de la contribution doivent être proportionnés au produit de cette contribution.

Il résulte de ce qui précède qu'il n'est pas dénué de justification raisonnable que l'obligation de payer la contribution, dans le cadre de l'accès aux juridictions administratives, s'applique uniquement aux procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers.

B.26. Le moyen unique, en sa sixième branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule :

- dans l'article 4, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 19 mars 2017 « instituant un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne », les mots « par chacune des parties demandresses »;

- dans l'article 4, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, de la même loi, tel qu'il est inséré par l'article 2 de la loi du 26 avril 2017 « réglant l'institution d'un fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne en ce qui concerne le Conseil d'État et le Conseil du Contentieux des Etrangers », les mots « par partie requérante »;

2. sous réserve de l'interprétation mentionnée en B.19.2, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 13 février 2020.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

F. Daoût

## GRONDWETTELIJK HOF

[2020/200948]

## Uittreksel uit arrest nr. 22/2020 van 13 februari 2020

Rolnummer 6736

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 19 maart 2017 « tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand » en van de wet van 26 april 2017 « houdende de regeling van de oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand voor wat de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen betreft », ingesteld door de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

## I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 29 september 2017 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 oktober 2017, is beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 19 maart 2017 « tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 31 maart 2017, tweede editie) en van de wet van 26 april 2017 « houdende de regeling van de oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand voor wat de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen betreft » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2017) door de vzw « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », de vzw « L'Atelier des Droits Sociaux », de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », de vzw « Belgisch Netwerk Armoedebestrijding », de vzw « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté » en de vzw « Association Syndicale des Magistrats », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. P. Robert en Mr. L. Laperche, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

## II. In rechte

(...)

## Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 19 maart 2017 « tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand » (hierna : de wet van 19 maart 2017) en van de wet van 26 april 2017 « houdende de regeling van de oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand voor wat de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen betreft » (hierna : de wet van 26 april 2017).

B.2. De wet van 19 maart 2017 richt een « Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijsbijstand » op bij de Federale Overheidsdienst Justitie (artikel 2). De opbrengsten van het Fonds worden gebruikt ter financiering van de vergoedingen van de advocaten belast met de juridische tweedelijsbijstand alsmede van de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand (artikel 3).

B.3.1. Het Fonds wordt gefinancierd met bijdragen die worden geïnd in het kader van gerechtelijke procedures. In artikel 4 van de wet van 19 maart 2017 wordt bepaald in welke zaken de bijdrage verschuldigd is, wie deze dient te betalen en op welke wijze ze wordt geïnd. De wetgever maakt hierbij een onderscheid tussen zaken die volgens de burgerlijke rechtspleging worden behandeld (artikel 4, § 2), strafzaken (artikel 4, § 3) en zaken voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (artikel 4, § 4).

B.3.2. Voor de zaken die volgens de burgerlijke rechtspleging worden behandeld, dient in beginsel elke eisende partij voor elke gedinginleidende akte een bijdrage te betalen op het ogenblik van de inschrijving op de rol. Zonder betaling van die bijdrage wordt de zaak niet ingeschreven. De verplichting om de bijdrage te betalen gaat evenwel gepaard met een aantal uitzonderingen.

Artikel 4, § 2, van de wet van 19 maart 2017 bepaalt :

« Voor de zaken die volgens de burgerlijke rechtspleging worden behandeld, is voor elke gedinginleidende akte die op een van de rollen bedoeld in de artikelen 711 en 712 van het Gerechtelijk Wetboek wordt ingeschreven, op het ogenblik van die inschrijving, door elke eisende partij, een bijdrage aan het Fonds verschuldigd. Zonder betaling van deze bijdrage wordt de zaak niet ingeschreven.

Geen bijdrage wordt evenwel geïnd van de eisende partij :

1° indien zij juridische tweedelijsbijstand of rechtsbijstand geniet;

2° indien zij een vordering inleidt, bedoeld in artikel 68 van de Arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en bedoeld in artikel 53, tweede lid, van de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970;

3° indien zij een vordering inleidt, bedoeld in de artikelen 579, 6°, 580, 581 en 582, 1° en 2° van het Gerechtelijk Wetboek betreffende vorderingen ingesteld door of tegen de sociaal verzekerden persoonlijk;

4° indien zij een vordering inleidt, bedoeld in artikel 1675/4 van het Gerechtelijk Wetboek;

5° indien zij in de hoedanigheid van openbaar ministerie een vordering inleidt, bedoeld in artikel 138bis Gerechtelijk Wetboek.

Tenzij de in het ongelijk gestelde partij van de juridische tweedelijsbijstand of rechtsbijstand geniet, vereffent het rechtscollege het bedrag van de bijdrage aan het Fonds in de eindbeslissing die in de kosten verwijst.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de invordering van de bijdrage aan het Fonds ».

B.3.3. Voor strafzaken wordt iedere door een strafgerecht veroordeelde verdachte, in verdenking gestelde, beklaagde, beschuldigde of voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, veroordeeld tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds. Wanneer de burgerlijke partij het initiatief tot de rechtstreekse dagvaarding heeft genomen of wanneer een onderzoek is geopend ten gevolge van haar optreden als burgerlijke partij en zij in het ongelijk wordt gesteld, wordt zij veroordeeld tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds. De voormelde personen worden evenwel niet veroordeeld tot de bijdrage indien ze juridische tweedelijsbijstand genieten.

Artikel 4, § 3, van de wet van 19 maart 2017 bepaalt :

« Behalve indien hij van de juridische tweedelijsbijstand geniet, wordt iedere door een strafgerecht veroordeelde verdachte, in verdenking gestelde, beklaagde, beschuldigde of voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, veroordeeld tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds.

Behalve indien zij van de juridische tweedelijsbijstand geniet, wordt de burgerlijke partij, wanneer zij het initiatief tot de rechtstreekse dagvaarding heeft genomen of wanneer een onderzoek is geopend ten gevolge van haar optreden als burgerlijke partij en zij in het ongelijk wordt gesteld, veroordeeld tot het betalen van een bijdrage aan het Fonds.

Het rechtscollege vereffent het bedrag van de bijdrage aan het Fonds in de eindbeslissing die in de kosten verwijst.

De bijdrage wordt ingevorderd volgens de regels van toepassing op de invordering van de strafrechtelijke geldboeten ».

B.3.4. De wet van 26 april 2017 breidt de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand verder uit tot de procedures voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Overeenkomstig artikel 4, § 4, van de wet van 19 maart 2017, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 april 2017, is elke verzoekende partij voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen ook een bijdrage verschuldigd, tenzij zij juridische tweedelijnsbijstand of rechtsbijstand geniet.

Artikel 4, § 4, van de wet van 19 maart 2017 bepaalt :

« Voor de Raad van State is voor elk verzoekschrift dat een eis tot herstelvergoeding voor buitengewone, morele of materiële schade, een beroep tot nietigverklaring, een cassatieberoep, een verzoek tot schadevergoeding tot herstel, een administratief kort geding, een verzet, een derdenverzet of een beroep tot herziening inleidt, per verzoekende partij, een bijdrage aan het Fonds verschuldigd.

De inning van de in het eerste lid bedoelde bijdrage is aan dezelfde regels onderworpen als deze voor de inning van de in artikel 30, § 1, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, bedoelde rechten.

Voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is voor elke zaak die op de rol wordt ingeschreven, per verzoekende partij, een bijdrage aan het Fonds verschuldigd.

Voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen is de partij die de juridische tweedelijnsbijstand of rechtsbijstand geniet, geen bijdrage aan het Fonds verschuldigd.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de invordering van de bijdrage aan het Fonds ».

B.4. De wetgever heeft de bijdrage aan het Fonds vastgesteld op twintig euro. Dat bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig artikel 5 van de wet van 19 maart 2017, dat bepaalt :

« § 1. De bijdrage bedoeld in artikel 4 bedraagt 20 euro.

§ 2. De bijdrage bedoeld in paragraaf 1 is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand die voorafgaat aan de inwerkingtreding van deze bepaling. Telkens als het indexcijfer met tien punten stijgt of daalt, wordt de bijdrage met tien procent vermeerderd of verminderd ».

*Ten gronde*

*Wat betreft de bijdrageverplichting aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand*

B.5. Het eerste onderdeel van het enige middel is afgeleid uit de schending, door de wetten van 19 maart 2017 en van 26 april 2017, van artikel 13 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, doordat de bijdrage van twintig euro aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand voor de rechtzoekenden een onevenredige belemmering zou vormen van de toegang tot de rechter, rekening houdend met reeds bestaande financiële drempels.

B.6.1. Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht in op toegang tot de bevoegde rechter. Het recht op toegang tot de rechter wordt eveneens gewaarborgd bij de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en bij artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

B.6.2. De bestreden wetten hebben niet als doel het recht van de Europese Unie ten uitvoer te leggen. Het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie kan evenwel toepassing vinden in procedures waar de bestreden bijdrage verschuldigd is.

B.6.3. Het recht op toegang tot de rechter vormt een wezenlijk aspect van het recht op een eerlijk proces en is fundamenteel in een rechtsstaat. Het recht om zich tot een rechter te wenden, heeft bovendien zowel betrekking op het recht om in rechte op te treden als op het recht om zich te verdedigen.

B.6.4. Het recht op toegang tot een rechter is evenwel niet absoluut. Het kan het voorwerp uitmaken van financiële beperkingen, voor zover die beperkingen geen afbreuk doen aan de essentie zelf van dat recht. De beperkingen van dat recht moeten redelijk evenredig zijn met het gewettigde doel dat zij nastreven (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25). De reglementering dienaangaande moet de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling nastreven en mag dus geen beperkingen opleveren die de rechtzoekende verhinderen de inhoud van zijn geschil voor de bevoegde rechter te brengen (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25; 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 69).

B.7.1. De forfaitaire bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand beoogt de juridische tweedelijnsbijstand bijkomend te financieren, in het bijzonder gelet op de aanhoudende stijging van het aantal dossiers (*Parl. St.*, Kamer, 2015-2016, DOC 54-1851/001, p. 3; *Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-1851/006, p. 8). Zoals is bepaald in artikel 3 van de wet van 19 maart 2017, worden de opbrengsten van het Fonds gebruikt ter financiering van de vergoedingen van de advocaten belast met de juridische tweedelijnsbijstand alsmede de kosten verbonden aan de organisatie van de bureaus voor juridische bijstand.

De doeltreffendheid van de juridische tweedelijnsbijstand is een legitiem doel, dat tegemoetkomt aan de verplichting van de wetgever, opgenomen in artikel 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, om de juridische bijstand te waarborgen voor diegenen die anders hun fundamenteel recht op toegang tot de rechter niet zouden kunnen uitoefenen.

B.7.2. De bestreden forfaitaire bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand is vastgesteld op twintig euro, onverminderd indexering (artikel 5 van de wet van 19 maart 2017).

B.7.3. De verplichting om de bijdrage te betalen gaat evenwel gepaard met uitzonderingen. In zaken die volgens de burgerlijke rechtspleging worden behandeld en in de procedures voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen kan de bijdrage nooit verschuldigd zijn door personen die juridische tweedelijnsbijstand of rechtsbijstand genieten. In strafzaken kan de bijdrage evenmin worden opgelegd aan personen die juridische tweedelijnsbijstand genieten.

De toegang tot de juridische tweedelijnsbijstand en tot de rechtsbijstand wordt toegekend aan de aanvrager die niet beschikt over voldoende bestaansmiddelen om de diensten van zijn advocaat en om de gerechtskosten te betalen. Door die personen van de bestreden bijdrage vrij te stellen, heeft de wetgever aldus het recht op toegang tot de rechter willen vrijwaren voor de mindervermogenen.

Voorts voorziet artikel 4, § 2, van de wet van 19 maart 2017 nog in een uitzondering op de bijdrageplicht voor sommige categorieën van personen die geacht worden zich in een kwetsbare positie te bevinden.

B.7.4. Voor de andere rechtzoekenden kunnen dergelijke kosten niet worden geacht op zichzelf een onoverkomelijk obstakel te vormen voor de toegang tot de rechter. Het feit dat de bijdrage mogelijk een stijging van de kosten van een gerechtelijke procedure met zich meebrengt, is niet van dien aard dat het recht op toegang tot de rechter zou worden aangetast.



B.7.5. Hoewel de kosten verbonden aan de toepassing van de bestreden wetten op zich niet de oorzaak zijn van de door de verzoekende partijen aangevoerde aantasting van het recht op toegang tot de rechter, hebben zij niettemin tot gevolg de financiële last verbonden aan de uitoefening van dat recht te verzwaren. De wetgever dient bijgevolg, wanneer hij een dergelijke maatregel aanneemt, rekening te houden met de andere maatregelen die de kosten van de gerechtelijke procedures verzwaren. Hij zal ook, wanneer hij andere maatregelen neemt die de kosten van de gerechtelijke procedures kunnen verzwaren, rekening moeten houden met het gecumuleerde effect van dergelijke maatregelen. Hij dient immers erover te waken het recht op toegang tot de rechtscolleges voor bepaalde rechtzoekenden niet op zodanige wijze te beperken dat dat recht daardoor in zijn essentie wordt aangetast. Het bestaan van een dergelijke aantasting moet worden beoordeeld in het licht van alle maatregelen die de kosten van de gerechtelijke procedures kunnen verzwaren.

B.8. Het tweede onderdeel van het enige middel is afgeleid uit de schending, door de bestreden wetten, van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet, doordat de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand enkel wordt gedragen door de rechtzoekenden en niet door alle belastingplichtigen.

B.9.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Artikel 172 van de Grondwet is een bijzondere toepassing van dat beginsel in fiscale zaken.

B.9.2. De verplichte forfaitaire bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand die wordt geïnd in het kader van gerechtelijke procedures is een heffing met een algemene draagwijdte, die gezagshalve door de overheid wordt opgelegd om een uitgave van algemeen nut te dekken. Zij dient derhalve te worden beschouwd als een belasting in de zin van de artikelen 170 en 172 van de Grondwet. Het gegeven dat de opbrengst van de heffing voor een specifieke beleidsuitgave wordt aangewend en daartoe in een afzonderlijk fonds wordt gestort, zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 19 maart 2017, ontnaemt niet haar karakter van belasting in de zin van voormelde grondwetsbepalingen (zie RvSt, advies nr. 60.429/3 van 15 december 2016, *Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-1851/008, pp. 6-7).

B.9.3. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.10. Bij het bepalen van zijn beleid in fiscale zaken beschikt de wetgever over een ruime beoordelingsvrijheid. Dat is met name het geval wanneer hij bepaalt wie de belastingplichtigen zijn. Het Hof vermag, in die aangelegenheid, de beleidskeuzen van de wetgever, alsook de motieven die daaraan ten grondslag liggen, slechts af te keuren indien zij op een manifeste vergissing zouden berusten of indien zij zonder redelijke verantwoording zouden zijn.

B.11.1. In de parlementaire voorbereiding wordt de keuze om de forfaitaire bijdrage te innen in het kader van gerechtelijke procedures en om deze ten laste te leggen van de rechtzoekenden verantwoord doordat « elke gebruiker van de openbare dienst van de rechtspraak baat heeft bij een goede juridische tweedelijnsbijstand » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-1851/006, p. 9).

B.11.2. Met de forfaitaire bijdrage van twintig euro voor personen die betrokken zijn in gerechtelijke procedures, beoogt de wetgever, om, in overeenstemming met artikel 23, derde lid, 2<sup>o</sup>, van de Grondwet, de juridische bijstand te waarborgen voor diegenen die anders hun fundamenteel recht op toegang tot de rechter niet zouden kunnen uitoefenen. Dat doel kan verantwoord worden dat de bijdrage wordt opgelegd aan de rechtzoekenden die geacht worden over de nodige financiële draagkracht beschikken.

B.12.1. Uit het voorgaande volgt dat de keuze van de wetgever om het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand te financieren met een beperkte forfaitaire bijdrage die wordt geïnd in het kader van gerechtelijke procedures, het recht op toegang tot de rechter niet aantast en niet zonder redelijke verantwoording is in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie.

B.12.2. Het eerste en het tweede onderdeel van het enige middel zijn niet gegrond.

B.13.1. In ondergeschikte orde voeren de verzoekende partijen in het vierde onderdeel van het enige middel aan dat het gegeven dat de bijdrage aan het Fonds verschuldigd is per eisende of verzoekende partij voor elke inleidende akte in zaken die volgens de burgerlijke en de administratieve rechtspleging worden behandeld, niet berust op een adequaat criterium en onevenredige gevolgen kan hebben.

B.13.2. Het gegeven dat in beginsel elke eisende of verzoekende partij voor elke gedinginleidende akte in zaken die volgens de burgerlijke of de administratieve rechtspleging worden behandeld, de forfaitaire bijdrage van twintig euro aan het Fonds dient te betalen, is objectief en pertinent in het licht van de doelstelling die is vermeld in B.11.1, om die bijdrage op te leggen aan elke gebruiker van de openbare dienst van de rechtspraak.

Evenwel, gecombineerd met het gegeven dat de rechter dit bedrag vereffent in de eindbeslissing die in de kosten verwijst, hebben de bestreden bepalingen tot gevolg dat de in het ongelijk gestelde partij, wanneer zij geen juridische tweedelijnsbijstand of rechtsbijstand geniet, de betaling opgelegd kan krijgen van een forfaitaire bijdrage die heel wat hoger is dan het door de wetgever vastgelegde bedrag van twintig euro. Indien verscheidene eisers of verzoekers de vordering instellen tegen een enkele verweerder en indien die laatste in het ongelijk wordt gesteld, kan het bedrag van de bijdrage van twintig euro, vermenigvuldigd met het aantal eisers of verzoekers, immers te zijnen laste worden gelegd, zonder dat enig maximumbedrag wordt vastgelegd.

B.13.3. De bestreden bepalingen hebben aldus tot gevolg dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.14. Het vierde onderdeel van het enige middel is gegrond. In artikel 4, § 2, eerste lid, van de wet van 19 maart 2017 dienen de woorden « door elke eisende partij » en in artikel 4, § 4, eerste en derde lid, van dezelfde wet, zoals het is ingevoerd door artikel 2 van de wet van 26 april 2017, dienen de woorden « per verzoekende partij » te worden vernietigd.

*Wat betreft de procedures die van rolrechten zijn vrijgesteld of die eenmalige rolrechten genieten*

B.15. Het derde onderdeel van het enige middel is afgeleid uit de schending, door de wetten van 19 maart 2017 en van 26 april 2017, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, in zoverre de bijdrageverplichting ook geldt in procedures die van rolrechten zijn vrijgesteld.

B.16.1. Aan het opleggen van rolrechten, enerzijds, en het opleggen van de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand, anderzijds, liggen verschillende procedurele beleidskeuzes ten gronde.

Het verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen dat voortvloeit uit de toepassing van verschillende procedureregels in verschillende omstandigheden houdt op zich geen discriminatie in. Van discriminatie zou slechts sprake zijn indien het verschil in behandeling dat voortvloeit uit de toepassing van die procedureregels een onevenredige beperking van de rechten van de daarbij betrokken personen met zich zou meebrengen.



B.16.2. De bestreden wetten brengen, zoals is vermeld in B.7, geen onevenredige beperking met zich mee van het recht op toegang tot de rechter van de personen die de forfaitaire bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand verschuldigd zijn.

B.17. Het derde onderdeel van het enige middel is niet gegrond.

B.18.1. Het vijfde onderdeel van het enige middel is afgeleid uit de schending, door de wetten van 19 maart 2017 en van 26 april 2017, van de artikelen 10, 11 en 13 van de Grondwet, in zoverre de forfaitaire bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand telkens verschuldigd is door elke eisende partij voor elke gedinginleidende akte voor de familierechtbank, terwijl bij een permanente saisine van die rechtbank rolrechten slechts eenmaal verschuldigd waren overeenkomstig artikel 269<sup>2</sup> van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zoals vervangen bij artikel 4 van de wet van 28 april 2015 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen ». Die laatstgenoemde bepaling is vernietigd bij het arrest nr. 13/2017 van 9 februari 2017. Het Hof heeft evenwel tot 31 augustus 2017 de gevolgen gehandhaafd van de vernietigde bepaling ten aanzien van de vorderingen die bij een rechtscollege zijn ingesteld tot die datum.

B.18.2. Met toepassing van artikel 269<sup>1</sup>, vijfde lid, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zoals dat lid is ingevoegd bij artikel 2, c), van de wet van 14 oktober 2018 « tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten teneinde de griffierechten te hervormen », is een eenmalig rolrecht verschuldigd in geval van aanhangigmaking bij de familierechtbank van een zaak die wordt geacht spoedeisend te zijn zoals bedoeld in artikel 1253ter/7 van het Gerechtelijk Wetboek, wanneer de nieuwe aanhangigmaking bij die rechtbank het wijzigen van een vordering waarover zij zich reeds heeft uitgesproken, of van een vordering betreffende de uitoefening van het ouderlijk gezag waarover de jeugdrechtbank zich reeds heeft uitgesproken, tot doel heeft.

B.18.3. Zoals is vermeld in de memorie van toelichting met betrekking tot die bepaling, gaat het om een « stelsel eigen aan de voortdurende aanhangigheid bij de familierechtbank » dat slechts van toepassing is wanneer er een « voldoende band bestaat tussen de oorspronkelijke vordering en de nieuwe vordering waardoor de familierechtbank opnieuw wordt gevat op basis van het bestaan van nieuwe elementen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, pp. 11-12).

B.19.1. Het mechanisme van de blijvende saisine van de familierechtbank heeft tot gevolg dat de zaak ingeschreven blijft op de rol van de rechtbank, zelfs na een eindvonnis, zodat zij opnieuw kennis ervan kan nemen wanneer de situatie is geëvolueerd. De rechtbank kan aldus ertoe worden gebracht haar oorspronkelijke beslissing te wijzigen zonder dat de zaak met een nieuwe gedinginleidende akte bij haar aanhangig is gemaakt.

B.19.2. Aangezien de bestreden bijdrage « voor elke gedinginleidende akte » verschuldigd is op het ogenblik van de inschrijving ervan op de rol, is zij niet verschuldigd voor elke nieuwe vordering die bij de familierechtbank wordt ingesteld in het kader van een zaak die bij haar permanent aanhangig is gemaakt, vermits de zaak slechts het voorwerp uitmaakt van een enkele « gedinginleidende akte », bij de inschrijving ervan op de rol, waarbij de latere vorderingen geen « gedinginleidende akten » zijn.

B.20. Onder voorbehoud van de in B.19.2 vermelde interpretatie is het vijfde onderdeel van het enige middel niet gegrond.

*Wat betreft het toepassingsgebied van artikel 4 van de wet van 19 maart 2017*

B.21. Het zesde onderdeel van het enige middel is afgeleid uit de schending, door de wetten van 19 maart 2017 en van 26 april 2017, van de artikelen 10, 11 en 172 van de Grondwet, in zoverre de bestreden bijdrage enkel verschuldigd is in procedures bedoeld in artikel 4 van de wet van 19 maart 2017, zoals gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 26 april 2017. In het bijzonder achten de verzoekende partijen het niet verantwoord dat de bijdrage aan het Fonds niet verschuldigd is in zaken die het voorwerp uitmaken van andere procedures, zoals de bemiddeling in burgerlijke zaken en de opschorting van de uitspraak, de minnelijke schikking of het verval van de strafvordering door de uitvoering van de maatregelen en de naleving van de voorwaarden in strafzaken. Evenmin zou het verantwoord zijn dat de bijdrageverplichting enkel geldt voor partijen die een procedure instellen voor de Raad van State of de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen en niet voor de andere, al dan niet federale, administratieve rechtscolleges.

B.22. Zoals is vermeld in B.10, beschikt de wetgever bij het bepalen van zijn beleid in fiscale zaken over een ruime beoordelingsvrijheid. Het Hof vermag, in die aangelegenheid, de beleidskeuzen van de wetgever, alsook de motieven die daaraan ten grondslag liggen, slechts af te keuren indien zij op een manifeste vergissing zouden berusten of indien zij zonder redelijke verantwoording zouden zijn.

B.23.1. Voor de zaken die volgens de burgerlijke rechtspleging worden behandeld, heeft de wetgever ervoor gekozen de bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand afhankelijk te maken van het bestaan van een gedinginleidende akte bij het betrokken rechtscollege.

B.23.2. Het vermeende verschil in behandeling steunt aldus op een objectief criterium, zijnde de gedinginleidende akte. Het criterium van onderscheid is ook pertinent in het licht van de doelstelling van de wetgever om de juridische tweedelijnsbijstand bijkomend te financieren door een forfaitaire bijdrage van twintig euro van personen die betrokken zijn in gerechtelijke procedures.

B.23.3. Aldus is het niet zonder redelijke verantwoording dat een bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand overeenkomstig artikel 4, § 2, van de wet van 19 maart 2017 enkel verschuldigd is naar aanleiding van de inleiding van de zaak bij de rechter.

Voorts dient erop te worden gewezen dat in het kader van een gerechtelijke bemiddeling, er reeds een bijdrage is betaald naar aanleiding van de inleiding van de zaak bij de rechter. Bij een rolzetting van de homologatie van een bemiddelingsakkoord in het kader van een vrijwillige bemiddeling, zal er eveneens een bijdrage verschuldigd zijn door elke eisende partij.

B.24.1. In strafzaken is een bijdrage aan het Fonds verschuldigd, behalve indien de betrokkene van juridische tweedelijnsbijstand geniet, door iedere door een strafgerecht veroordeelde verdachte, in verdenkinggestelde, beklaagde, beschuldigde of voor het misdrijf burgerrechtelijk aansprakelijke persoon, evenals door de burgerlijke partij wanneer zij het initiatief tot de rechtstreekse dagvaarding heeft genomen of wanneer een onderzoek is geopend ten gevolge van haar optreden als burgerlijke partij en zij in het ongelijk wordt gesteld.

B.24.2. Artikel 4, § 3, van de wet van 19 maart 2017 zou volgens de verzoekende partijen een niet-verantwoord verschil in behandeling doen ontstaan tussen de personen die in strafzaken wel een bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand dienen te betalen, enerzijds, en, personen ten aanzien van wie de strafvordering vervalt overeenkomstig de artikelen 216bis of 216ter van het Wetboek van strafvordering of van wie de uitspraak van de veroordeling wordt opgeschort, overeenkomstig artikel 3 van de wet van 29 juni 1964 « betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie », anderzijds.

B.24.3. In tegenstelling tot de zaken die volgens de burgerlijke of administratieve rechtspleging worden behandeld, gebeurt de heffing van de bestreden bijdrage in strafzaken pas aan het einde van de procedure, bij de uitspraak ten gronde. De bijdrage is overigens slechts verschuldigd bij een veroordeling.

B.24.4. In het geval van een verval van de strafvordering door betaling van een geldsom, overeenkomstig artikel 216*bis* van het Wetboek van strafvordering, of door de uitvoering van de maatregelen en de naleving van de voorwaarden, overeenkomstig artikel 216*ter* van het Wetboek van strafvordering, wordt de zaak buitengerechtelijk afgehandeld.

B.24.5. Bij de opschorting van de uitspraak van de veroordeling, overeenkomstig artikel 3 van de wet van 29 juni 1964 « betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie », beslist de rechter enkel over de bewezenverklaring van de feiten en wordt er geen strafrechtelijke veroordeling uitgesproken.

Nochtans, in tegenstelling tot wat de verzoekende partijen stellen, zal in dergelijke gevallen evenzeer een bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand verschuldigd zijn, aangezien de betrokkene wordt veroordeeld in de gerechtskosten krachtens artikel 6 van de wet van 29 juni 1964.

Hieruit vloeit voort dat het door de verzoekende partijen aangevoerde verschil in behandeling niet bestaat.

B.25.1. Ten slotte zou artikel 4, § 4, van de wet van 19 maart 2017, zoals ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 april 2017, volgens de verzoekende partijen een niet-verantwoord verschil in behandeling teweegbrengen, doordat elke verzoekende partij voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen een bijdrage aan het Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand verschuldigd is, tenzij zij juridische tweedelijnsbijstand of rechtsbijstand geniet, terwijl een dergelijke bijdrageverplichting niet geldt voor andere administratieve rechtscolleges.

B.25.2. In haar advies bij het wetsvoorstel dat tot de bestreden wet heeft geleid, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State met betrekking tot de beperking van de bijdrageverplichting tot procedures voor de Raad van State en voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen opgemerkt :

« De in het geamendeerde wetsvoorstel bedoelde betaling vindt in het bestuurlijke procesrecht enkel toepassing ' in de zaken voor de Raad van State en de Raad voor [V]reemdelingenbetwistingen '. Dat doet de vraag rijzen naar de verenigbaarheid met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie van het onderscheid dat voortvloeit uit de niet-toepasselijkheid van de verplichting tot betaling op andere bestuurlijke rechtscolleges, zoals het Mededingingscollege van de Belgische Mededingingsautoriteit of de kamers van eerste aanleg en van beroep bij de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle bij het Rijksinstituut voor Ziekte- en invaliditeitsverzekering. Zo de wetgever van oordeel is dat het genoemde onderscheid de grondwettigheidstoets kan doorstaan, verdient het aanbeveling de verantwoording voor het zo-even genoemde onderscheid in de loop van de parlementaire behandeling te expliciteren. Bij gebreke van zulk een verantwoording kan de voorgestelde regeling slechts worden tot stand gebracht zo het toepassingsgebied wordt verruimd tot (de) andere bestuurlijke rechtscolleges.

Wat voorafgaat geldt in beginsel ook voor de bestuurlijke rechtscolleges die door de gemeenschappen en de gewesten zijn georganiseerd met toepassing van de impliciete bevoegdheden. De federale overheid is immers eveneens principieel bevoegd om de juridische tweedelijnsbijstand te regelen voor die rechtscolleges, met inbegrip van de financiering ervan en derhalve de in het geamendeerde wetsvoorstel bedoelde bijdrage. De uitsluiting van die bestuurlijke rechtscolleges dient derhalve eveneens te worden verantwoord. Bij gebreke van zulk een verantwoording kan de voorgestelde regeling slechts worden tot stand gebracht zo het toepassingsgebied eveneens wordt verruimd tot (de) bestuurlijke rechtscolleges van de gemeenschappen en de gewesten. De federale wetgever zal zich in dat geval evenwel moeten beperken tot het regelen van de bijdrageverplichting en de hoogte ervan. Hij mag zich niet inmengen in de rechtspleging voor die colleges, bijvoorbeeld door de bijdrage op te vatten als een ontvankelijkheidsvereiste of als deel uitmakende van de gerechtskosten » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-1851/008, pp. 8-9).

B.25.3. Ingevolge die opmerkingen vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« De verplichting tot betaling van de bijdrage wordt in administratiefrechtelijke procedures beperkt tot procedures voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Voor deze federale administratieve rechtscolleges die zijn samengesteld uit beroepsrechters zijn de procedures in principe nu al niet kosteloos; het zijn de enige procedures voor een administratief rechtscollege waarvoor rolrechten wordt geïnd. Indieners kiezen er uitdrukkelijk voor om administratieve procedures die op heden voor alle rechtsonderhorigen kosteloos zijn ook kosteloos te houden in de toekomst.

In de procedures voor Raad van State en Raad voor Vreemdelingenbetwistingen heeft de bijstand van minvermogene partijen door een advocaat verder ook een wezenlijke invloed op de kwaliteit en het efficiënt verloop van de procedure, onder meer door het schriftelijk karakter ervan en bijgevolg onder meer ook door het belang van door de advocaat opgestelde procedurestukken.

Bovendien voorziet de nomenclatuur van de juridische tweedelijnsbijstand voor deze procedures een puntenaantal dat vergelijkbaar is met het aantal punten dat wordt toegekend voor een procedure voor een gewone rechtbank (gemiddeld 7 à 10 punten), terwijl voor de overige administratiefrechtelijke procedures slechts 3 punten per procedure worden toegekend.

De procedures voor de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen vertegenwoordigen ook een aanzienlijk aandeel van het jaarlijks totaalbudget van de juridische tweedelijnsbijstand (ongeveer 12,5 %), daar waar de andere procedures voor administratieve rechtscolleges een verwaarloosbaar aandeel vertegenwoordigen (minder dan 1 %), waardoor de kosten om in deze laatste procedures een bijdrage te innen of in te vorderen té hoog zouden oplopen in verhouding tot het inbare of invorderbare totaalbedrag voor het begrotingsfonds » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-1851/009, p. 13).

B.25.4. De bestreden bijdrage beoogt de financiering van de juridische tweedelijnsbijstand. De wetgever kon bijgevolg rekening houden met het respectieve aandeel in de kosten voor die bijstand van de procedures voor de Raad van State en voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, enerzijds, en voor de andere administratieve rechtscolleges, anderzijds. Hij kon ook het gegeven in aanmerking nemen dat de organisatorische kosten die het innen van de bijdrage met zich brengt, in verhouding moeten staan met de opbrengst ervan.

Uit het voorgaande volgt dat het niet zonder redelijke verantwoording is dat de bijdrageverplichting in het kader van de toegang tot de administratieve rechtscolleges enkel geldt voor de procedures voor de Raad van State en voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen.

B.26. Het zesde onderdeel van het enige middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt :

- in artikel 4, § 2, eerste lid, van de wet van 19 maart 2017 « tot oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand » de woorden « door elke eisende partij »;

- in artikel 4, § 4, eerste en derde lid, van dezelfde wet, zoals het is ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 26 april 2017 « houdende de regeling van de oprichting van een Begrotingsfonds voor de juridische tweedelijnsbijstand voor wat de Raad van State en de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen betreft » de woorden « per verzoekende partij »;

2. onder voorbehoud van de in B.19.2 vermelde interpretatie, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 13 februari 2020.

De griffier,  
F. Meersschant

De voorzitter,  
F. Daoût

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/200948]

### Auszug aus dem Entscheid Nr. 22/2020 vom 13. Februar 2020

Geschäftsverzeichnisnummer 6736

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 « zur Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand » und des Gesetzes vom 26. April 2017 « zur Regelung der Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand in Bezug auf den Staatsrat und den Rat für Ausländerstreitsachen », erhoben von der VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 29. September 2017 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Oktober 2017 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 « zur Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 31. März 2017, zweite Ausgabe) und des Gesetzes vom 26. April 2017 « zur Regelung der Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand in Bezug auf den Staatsrat und den Rat für Ausländerstreitsachen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 22. Mai 2017): die VoG « Syndicat des Avocats pour la Démocratie », die VoG « L'Atelier des Droits Sociaux », die VoG « Ligue des Droits de l'Homme », die VoG « Réseau Belge de Lutte contre la Pauvreté », die VoG « Réseau wallon de lutte contre la pauvreté » und die VoG « Association Syndicale des Magistrats », unterstützt und vertreten durch RA P. Robert und RÄin L. Laperche, in Brüssel zugelassen.

(...)

#### II. Rechtliche Würdigung

(...)

##### *In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. März 2017 « zur Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand » (nachstehend: Gesetz vom 19. März 2017) und des Gesetzes vom 26. April 2017 « zur Regelung der Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand in Bezug auf den Staatsrat und den Rat für Ausländerstreitsachen » (nachstehend: Gesetz vom 26. April 2017).

B.2. Durch das Gesetz vom 19. März 2017 wird ein « Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand » beim Föderalen Öffentlichen Dienst Justiz geschaffen (Artikel 2). Die Einnahmen des Fonds werden zur Finanzierung der Entschädigungen der Rechtsanwälte, die mit dem weiterführenden juristischen Beistand beauftragt sind, sowie der Kosten in Zusammenhang mit der Organisation der Büros für juristischen Beistand verwendet (Artikel 3).

B.3.1. Der Fonds wird durch die Beiträge, die im Rahmen von Gerichtsverfahren eingenommen werden, gespeist. Artikel 4 des Gesetzes vom 19. März 2017 bestimmt, in welchen Sachen der Beitrag geschuldet wird, wer ihn zahlen muss und wie er eingenommen werden muss. Der Gesetzgeber unterscheidet zwischen Sachen, die nach dem Zivilverfahren behandelt werden (Artikel 4 § 2), Strafsachen (Artikel 4 § 3) und dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen unterbreiteten Sachen (Artikel 4 § 4).

B.3.2. Für Sachen, die nach dem Zivilverfahren behandelt werden, muss grundsätzlich jede klagende Partei für jeden verfahrenseinleitenden Akt zum Zeitpunkt der Eintragung in die Liste dem Fonds einen Beitrag zahlen. Ohne Zahlung dieses Beitrags wird die Sache nicht eingetragen. Von der Verpflichtung zur Zahlung des Beitrags gibt es jedoch mehrere Ausnahmen.

Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 19. März 2017 bestimmt:

« Für Sachen, die nach dem Zivilverfahren behandelt werden, wird dem Fonds für jeden verfahrenseinleitenden Akt, der in eine der in den Artikeln 711 und 712 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Listen eingetragen wird, zum Zeitpunkt dieser Eintragung seitens jeder klagenden Partei ein Beitrag geschuldet. Wenn dieser Beitrag nicht gezahlt wird, wird die Sache nicht eingetragen.

Es wird jedoch kein Beitrag bei der klagenden Partei eingenommen:

1. wenn sie weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe erhält,
2. wenn sie eine in Artikel 68 des Gesetzes vom 10. April 1971 über die Arbeitsunfälle und in Artikel 53 Absatz 2 der am 3. Juni 1970 koordinierten Gesetze über die Vorbeugung von und die Entschädigung für Berufskrankheiten erwähnte Klage einreicht,
3. wenn sie eine Klage einreicht, erwähnt in Artikel 579 Nr. 6, 580, 581 und 582 Nr. 1 und 2 des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf Klagen, die von den Sozialversicherten persönlich oder gegen sie persönlich eingereicht werden,
4. wenn sie ein in Artikel 1675/4 des Gerichtsgesetzbuches erwähntes Ersuchen einreicht,
5. wenn sie in der Eigenschaft als Staatsanwaltschaft eine in Artikel 138bis des Gerichtsgesetzbuches erwähnte Klage einreicht.

Außer wenn die unterlegene Partei weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe erhält, stellt das Gericht die Höhe des Beitrags an den Fonds in der Endentscheidung, die die Verurteilung in die Verfahrenskosten verkündet, fest.



Der König legt die Modalitäten der Beitreibung des Beitrags an den Fonds fest ».

B.3.3. Bei Strafsachen wird jeder Verdächtige, Beschuldigte, Angeklagte oder jede für die Straftat zivilrechtlich haftbare Person, der/die durch ein Strafgericht verurteilt worden ist, zur Zahlung eines Beitrags an den Fonds verurteilt. Wenn die Zivilpartei die Initiative zur direkten Ladung ergriffen hat oder wenn infolge ihres Auftretens als Zivilpartei eine Untersuchung eingeleitet worden ist und sie in der Sache unterliegt, wird diese zur Zahlung eines Beitrags an den Fonds verurteilt. Die vorerwähnten Personen werden jedoch nicht zur Zahlung des Beitrags verurteilt, wenn sie weiterführenden juristischen Beistand erhalten.

Artikel 4 § 3 des Gesetzes vom 19. März 2017 bestimmt:

« Ein Verdächtiger, Beschuldigter, Angeklagter oder eine für die Straftat zivilrechtlich haftbare Person, der/die durch ein Strafgericht verurteilt worden ist, wird zur Zahlung eines Beitrags an den Fonds verurteilt, außer wenn er/sie weiterführenden juristischen Beistand erhält.

Die Zivilpartei, wenn sie die Initiative zur direkten Ladung ergriffen hat oder wenn infolge ihres Auftretens als Zivilpartei eine Untersuchung eingeleitet worden ist, die in der Sache unterliegt, wird zur Zahlung eines Beitrags an den Fonds verurteilt, außer wenn sie weiterführenden juristischen Beistand erhält.

Das Gericht stellt die Höhe des Beitrags an den Fonds in der Endentscheidung, die die Verurteilung in die Verfahrenskosten verkündet, fest.

Der Beitrag wird nach den Regeln beigetrieben, die in Sachen Beitreibung strafrechtlicher Geldbußen gelten ».

B.3.4. Durch das Gesetz vom 26. April 2017 wird der Beitrag zum Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand auf die Verfahren vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen ausgedehnt. Gemäß Artikel 4 § 4 des Gesetzes vom 19. März 2017, eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 26. April 2017, muss jede antragstellende Partei vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen ebenfalls einen Beitrag zahlen, es sei denn, sie erhält weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe.

Artikel 4 § 4 des Gesetzes vom 19. März 2017 bestimmt:

« Vor dem Staatsrat wird für jede Antragschrift, die eine Klage auf Ersetzung eines außergewöhnlichen moralischen oder materiellen Schadens, eine Nichtigkeitsklage, eine Kassationsbeschwerde, einen Antrag auf Entschädigungsleistung, ein administratives Eilverfahren, einen Einspruch, einen Dritteinanspruch oder eine Revisionsbeschwerde einleitet, pro antragstellende Partei ein Beitrag an den Fonds geschuldet.

Die Einnahme des in Absatz 1 erwähnten Beitrags unterliegt denselben Regeln wie diejenigen, die für die Einnahme der in Artikel 30 § 1 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat erwähnten Gebühren gelten.

Vor dem Rat für Ausländerstreitsachen wird für jede Sache, die in die Liste eingetragen wird, pro antragstellende Partei ein Beitrag an den Fonds geschuldet.

Vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen braucht die Partei, die weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe erhält, keinen Beitrag an den Fonds zu zahlen.

Der König legt die Modalitäten der Beitreibung des Beitrags an den Fonds fest ».

B.4. Der Gesetzgeber hat den Betrag des Beitrags an den Fonds auf 20 EUR festgelegt. Dieser Betrag wird gemäß Artikel 5 des Gesetzes vom 19. März 2017 indexiert, der bestimmt:

« § 1. Der in Artikel 4 erwähnte Beitrag beläuft sich auf 20 EUR.

§ 2. Der in § 1 erwähnte Beitrag ist an den Verbraucherpreisindex des Monats vor Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung gebunden. Der Beitrag wird jedes Mal, wenn der Index um 10 Punkte steigt oder sinkt, um 10 Prozent erhöht oder verringert ».

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf die Verpflichtung zum Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand*

B.5. Der erste Teil des einzigen Klagegrunds ist aus einem Verstoß der Gesetze vom 19. März 2017 und vom 26. April 2017 gegen Artikel 13 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union abgeleitet, insofern der Beitrag von 20 EUR an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand für die Rechtsuchenden in Anbetracht der bereits bestehenden finanziellen Schwellen ein unverhältnismäßiges Hindernis für den Zugang zum Gericht darstellen würde.

B.6.1. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör beim zuständigen Richter. Das Recht auf gerichtliches Gehör wird ebenfalls durch die Artikel 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und durch Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union gewährleistet.

B.6.2. Die angefochtenen Gesetze haben nicht die Durchführung des Rechts der Europäischen Union zum Gegenstand. Die Charta der Grundrechte der Europäischen Union kann jedoch in Verfahren, in deren Rahmen der angefochtene Beitrag geschuldet wird, Anwendung finden.

B.6.3. Das Recht auf Zugang zum Gericht stellt einen wesentlichen Aspekt des Rechts auf ein faires Verfahren dar und ist ein grundlegendes Recht in einem Rechtsstaat. Außerdem umfasst das Recht, sich an ein Gericht zu wenden, sowohl das Recht, ein Gericht anzurufen, als auch sich vor ihm zu verteidigen.

B.6.4. Das Recht auf Zugang zum Gericht ist jedoch nicht absolut. Es kann finanziellen Einschränkungen unterliegen, sofern diese Einschränkungen die Substanz dieses Rechtes selbst nicht beeinträchtigen. Die Einschränkungen dieses Rechtes müssen in einem vernünftigen Verhältnis zum rechtmäßigen Ziel stehen, das damit verfolgt wird (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25). Die diesbezügliche Regelung muss dem Zweck der Rechtssicherheit und der geordneten Rechtspflege dienen und darf an sich nicht zu Einschränkungen führen, die den Rechtsuchenden daran hindern, den Inhalt seiner Streitsache vor den zuständigen Richter zu bringen (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25; 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 69).

B.7.1. Mit dem pauschalen Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand soll die Finanzierung des weiterführenden juristischen Beistands ergänzt werden, insbesondere angesichts der ständig steigenden Zahl an Akten (*Parl. Dok.*, Kammer, 2015-2016, DOC 54-1851/001, S. 3; *Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-1851/006, S. 8). Wie in Artikel 3 des Gesetzes vom 19. März 2017 vorgesehen ist, werden die Einnahmen des Fonds zur Finanzierung der Entschädigungen der Rechtsanwälte, die mit dem weiterführenden juristischen Beistand beauftragt sind, sowie der Kosten in Zusammenhang mit der Organisation der Büros für juristischen Beistand verwendet.

Die Effizienz des weiterführenden juristischen Beistands ist ein legitimer Zweck, der der in Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung festgeschriebenen Pflicht des Gesetzgebers entspricht, den juristischen Beistand für diejenigen sicherzustellen, die ihn benötigen, um ihr Grundrecht auf Zugang zum Recht wahrzunehmen.

B.7.2. Der pauschale Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand, der angefochten wird, beträgt 20 EUR; dieser Betrag wird indexiert (Artikel 5 des Gesetzes vom 19. März 2017).



B.7.3. Von der Verpflichtung zur Zahlung des Beitrags gibt es jedoch Ausnahmen. In den Sachen, die nach dem Zivilverfahren behandelt werden, und in Verfahren vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen darf der Beitrag in keinem Fall von Personen geschuldet werden, die weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe erhalten. Auch in Strafsachen kann der Beitrag nicht Personen auferlegt werden, die weiterführenden juristischen Beistand erhalten.

Der Zugang zum weiterführenden juristischen Beistand und zur Gerichtskostenhilfe wird dem Antragsteller gewährt, der nicht über genügende Existenzmittel verfügt, um die Dienste seines Rechtsanwalts und die Gerichtskosten zu bezahlen. Indem er diese Personen von dem angefochtenen Beitrag befreit hat, wollte der Gesetzgeber daher das Recht auf Zugang zum Gericht für die bedürftigsten Rechtsuchenden wahren.

Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 19. März 2017 sieht sodann eine Ausnahme von der Beitragspflicht für bestimmte Personenkategorien vor, bei denen davon ausgegangen wird, dass sie sich in einer schutzbedürftigen Lage befinden.

B.7.4. Bei den anderen Rechtsuchenden können solche Kosten allein nicht als ein unüberwindbares Hindernis für den Zugang zum Gericht angesehen werden. Der Umstand, dass der Beitrag zu einer Erhöhung der Kosten eines Gerichtsverfahrens führen kann, ist nicht geeignet, das Recht auf Zugang zum Gericht zu beeinträchtigen.

B.7.5. Obwohl die mit der Anwendung der angefochtenen Gesetze verbundenen Kosten an sich nicht die Ursache der von den klagenden Parteien angeführten Beeinträchtigung des Rechts auf Zugang zum Gericht darstellen, führen sie immerhin dazu, die mit der Ausübung dieser Rechte verbundenen finanziellen Lasten zu erhöhen. Der Gesetzgeber hat also die anderen Maßnahmen, die die Kosten der Gerichtsverfahren zusätzlich erhöhen, zu berücksichtigen, wenn er eine solche Maßnahme ergreift. Er muss auch die kumulative Wirkung solcher Maßnahmen berücksichtigen, wenn er andere Maßnahmen ergreift, die die Kosten der Gerichtsverfahren erhöhen können. Er muss nämlich dafür Sorge tragen, dass das Recht auf Zugang zu den Gerichten für bestimmte Rechtsuchende nicht derart eingeschränkt wird, dass die Substanz dieses Rechtes dadurch angetastet wird. Ob das Recht in seiner Substanz angetastet wird, muss anhand aller Maßnahmen beurteilt werden, die die Kosten der Gerichtsverfahren erhöhen können.

B.8. Der zweite Teil des einzigen Klagegrunds ist aus einem Verstoß der angefochtenen Gesetze gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung abgeleitet, insofern der Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand ausschließlich von Rechtsuchenden und nicht von allen Steuerpflichtigen getragen wird.

B.9.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Artikel 172 der Verfassung stellt eine besondere Anwendung dieses Grundsatzes in Steuerangelegenheiten dar.

B.9.2. Der obligatorische pauschale Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand, der im Rahmen von Gerichtsverfahren eingenommen wird, ist eine Abgabe mit allgemeiner Tragweite, die von den öffentlichen Behörden von Amts wegen erhoben wird, um eine Ausgabe im Allgemeininteresse abzudecken. Er ist somit als eine Steuer im Sinne der Artikel 170 und 172 der Verfassung anzusehen. Der Umstand, dass der Erlös der Abgabe zum Zwecke einer spezifischen Ausgabe der öffentlichen Behörden verwendet wird und zu diesem Zweck in einen separaten Fonds eingezahlt wird, wie es Artikel 3 des Gesetzes vom 19. März 2017 vorsieht, ändert nichts daran, dass es sich um eine Steuer im Sinne der vorerwähnten Verfassungsbestimmungen handelt (siehe StR, Gutachten Nr. 60.429/3 vom 15. Dezember 2016, *Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-1851/008, SS. 6-7).

B.9.3. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.10. Bei der Festlegung seiner Politik in Steuersachen besitzt der Gesetzgeber eine weitgehende Ermessensbefugnis. Dies gilt insbesondere, wenn er die Steuerpflichtigen bestimmt. In diesem Bereich darf der Gerichtshof die politischen Entscheidungen des Gesetzgebers sowie die ihnen zugrunde liegenden Begründungen nur missbilligen, wenn sie auf einem offensichtlichen Irrtum beruhen oder wenn sie nicht vernünftig gerechtfertigt sind.

B.11.1. Während der Vorarbeiten wurde die Entscheidung, den pauschalen Beitrag im Rahmen der Gerichtsverfahren einzunehmen und mit ihm die Rechtsuchenden zu belasten, damit begründet, dass « jedem Nutzer des öffentlichen Dienstes der Justiz ein korrekter weiterführender juristischer Beistand zugute kommt » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-1851/006, S. 9).

B.11.2. Mit dem pauschalen Beitrag von 20 EUR für Personen, die an Gerichtsverfahren beteiligt sind, beabsichtigt der Gesetzgeber, den rechtlichen Beistand gemäß Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung für diejenigen sicherzustellen, die ihn benötigen, um ihr Grundrecht auf Zugang zum Recht wahrzunehmen. Dieses Ziel kann es rechtfertigen, dass der Beitrag den Rechtsuchenden auferlegt wird, bei denen davon ausgegangen wird, dass sie über die notwendigen finanziellen Mittel verfügen.

B.12.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Entscheidung des Gesetzgebers, den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand mit einem beschränkten pauschalen Beitrag zu finanzieren, der im Rahmen von Gerichtsverfahren eingenommen wird, das Recht auf Zugang zum Gericht nicht beeinträchtigt und im Lichte des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt.

B.12.2. Der erste und der zweite Teil des einzigen Klagegrunds sind unbegründet.

B.13.1. Hilfsweise machen die klagenden Parteien im vierten Teil des einzigen Klagegrunds geltend, dass der Umstand, dass der Beitrag zum Fonds für jeden verfahrenseinleitenden Akt pro klagender oder antragstellender Partei in den Rechtssachen, die nach dem Zivil- und dem Verwaltungsverfahren behandelt werden, geschuldet wird, nicht auf einem geeigneten Kriterium beruht und unverhältnismäßige Folgen haben kann.

B.13.2. Der Umstand, dass jede klagende oder antragstellende Partei grundsätzlich für jeden verfahrenseinleitenden Akt in den Sachen, die nach dem Zivil- oder Verwaltungsverfahren behandelt werden, den pauschalen Beitrag an den Fonds von zwanzig Euro zahlen muss, ist objektiv und sachdienlich im Hinblick auf das in B.11.1 erwähnte Ziel, diesen Beitrag jedem Nutzer des öffentlichen Dienstes der Justiz aufzuerlegen.

Jedoch haben die angefochtenen Bestimmungen in Verbindung mit dem Umstand, dass der Richter die Höhe in der Endentscheidung feststellt, in der die Verurteilung in die Kosten erfolgt, die Folge, dass der unterliegenden Partei, wenn sie keinen weiterführenden juristischen Beistand oder keine Gerichtskostenhilfe erhält, die Zahlung eines weit höheren pauschalen Beitrags als der vom Gesetzgeber festgelegte Betrag von zwanzig Euro auferlegt werden kann. Wenn mehrere Antragsteller oder Kläger einen Rechtsstreit gegen einen einzigen Beklagten anstrengen und dieser unterliegt, kann ihnen nämlich der Betrag des Beitrags von zwanzig Euro multipliziert mit der Anzahl der Antragsteller oder Kläger auferlegt werden, ohne dass eine Obergrenze festgelegt ist.

B.13.3. Die angefochtenen Bestimmungen bewirken folglich, dass kein angemessenes Verhältnis zwischen den eingesetzten Mitteln und dem verfolgten Zweck besteht.

B.14. Der vierte Teil des einzigen Klagegrunds ist begründet. In Artikel 4 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 19. März 2017 ist die Wortfolge « seitens jeder klagenden Partei » und in Artikel 4 § 4 Absätze 1 und 3 desselben Gesetzes in der durch Artikel 2 des Gesetzes vom 26. April 2017 eingefügten Fassung die Wortfolge « pro antragstellende Partei » für nichtig zu erklären.

*In Bezug auf die Verfahren, die von den Gebühren für die Eintragung in die Liste befreit sind oder für die einmalige Gebühren für die Eintragung in die Liste anfallen*

B.15. Der dritte Teil des einzigen Klagegrunds ist aus einem Verstoß der Gesetze vom 19. März 2017 und vom 26. April 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung abgeleitet, insofern die Beitragspflicht ebenfalls auf Verfahren, die von den Gebühren für die Eintragung in die Liste befreit sind, Anwendung findet.

B.16.1. Die Besteuerung mit den Gebühren für die Eintragung in die Liste einerseits und die Besteuerung mit dem Beitrag zum Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand andererseits beruhen auf unterschiedlichen politischen Verfahrensentscheidungen.

Der Behandlungsunterschied zwischen gewissen Kategorien von Personen, der sich aus der Anwendung unterschiedlicher Verfahrensregeln unter unterschiedlichen Umständen ergibt, ist an sich nicht diskriminierend. Es könnte nur eine Diskriminierung vorliegen, wenn der Behandlungsunterschied, der sich aus der Anwendung dieser Verfahrensregeln ergibt, zu einer unverhältnismäßigen Einschränkung der Rechte der betroffenen Personen führen würde.

B.16.2. Wie in B.7 erwähnt, führen die angefochtenen Gesetze nicht zu einer unverhältnismäßigen Einschränkung des Rechts auf Zugang zum Gericht für Personen, die den pauschalen Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand schulden.

B.17. Der dritte Teil des einzigen Klagegrunds ist begründet.

B.18.1. Der fünfte Teil des einzigen Klagegrunds ist aus einem Verstoß der Gesetze vom 19. März 2017 und vom 26. April 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 13 der Verfassung abgeleitet, insofern der pauschale Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand von jeder klagenden Partei für jeden verfahrenseinleitenden Akt vor dem Familiengericht geschuldet wird, während bei Sachen, die dauerhaft bei diesem Gericht anhängig sind, Eintragungsgebühren gemäß Artikel 269<sup>2</sup> des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, ersetzt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 28. April 2015 « zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren », nur ein einziges Mal geschuldet werden. Diese Bestimmung wurde durch den Entscheid Nr. 13/2017 des Gerichtshofs vom 9. Februar 2017 für nichtig erklärt. Der Gerichtshof hat jedoch bis zum 31. August 2017 die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung für die bis zu diesem Datum bei einem Rechtsprechungsorgan anhängig gemachten Klagen aufrechterhalten.

B.18.2. In Anwendung von Artikel 269<sup>1</sup> Absatz 5 des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches, ersetzt durch Artikel 2 Buchstabe c) des Gesetzes vom 14. Oktober 2018 zur Abänderung des Registrierungs-, Hypotheken- und Kanzleigebührengesetzbuches im Hinblick auf die Reform der Kanzleigebühren, wird eine einmalige Eintragungsgebühr im Fall der Befassung des Familiengerichts mit einer als dringend geltenden Sache im Sinne von Artikel 1253<sup>ter</sup>/7 des Gerichtsgesetzbuches geschuldet, wenn das Ziel der erneuten Befassung dieses Gerichts darin besteht, eine Klage, über die es bereits befunden hatte, oder eine Klage in Bezug auf die Ausübung der elterlichen Autorität, über die das Jugendgericht bereits befunden hatte, abzuändern.

B.18.3. Wie in der Begründung zu dieser Bestimmung angegeben, handelt es sich um eine « eigene Regelung für die dauerhafte Befassung des Familiengerichts », die nur anwendbar ist, wenn es einen « ausreichenden Zusammenhang zwischen der ursprünglichen Klage und der Klage gibt, mit der das Familiengericht auf der Grundlage des Vorliegens neuer Elemente erneut befasst wird » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2569/001, SS. 11-12).

B.19.1. Der Mechanismus der dauerhaften Befassung des Familiengerichts hat zur Folge, dass die Sache in der Liste des Gerichts eingetragen bleibt, auch nach einem Endurteil, sodass es erneut über sie befinden kann, wenn sich die Situation geändert hat. Das Gericht kann sich so veranlasst sehen, seine ursprüngliche Entscheidung abzuändern, ohne durch einen verfahrenseinleitenden Akt erneut angerufen worden zu sein.

B.19.2. Da der angefochtene Beitrag « für jeden verfahrenseinleitenden Akt » zum Zeitpunkt seiner Eintragung in die Liste geschuldet wird, wird er nicht für jede neue Klage beim Familiengericht im Rahmen einer Sache, die dauerhaft bei ihm anhängig ist, geschuldet, denn die Sache ist nur Gegenstand eines einzigen « verfahrenseinleitenden Akts » bei ihrer Eintragung in die Listen, da die späteren Klagen keine « verfahrenseinleitenden Akte » sind.

B.20. Der fünfte Teil des einzigen Klagegrunds ist vorbehaltlich der in B.19.2 erwähnten Auslegung unbegründet.

*In Bezug auf den Anwendungsbereich von Artikel 4 des Gesetzes vom 19. März 2017*

B.21. Der sechste Teil des einzigen Klagegrunds ist aus einem Verstoß der Gesetze vom 19. März 2017 und vom 26. April 2017 gegen die Artikel 10, 11 und 172 der Verfassung abgeleitet, insofern der angefochtene Beitrag nur in den Sachen, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 19. März 2017 in der durch Artikel 2 des Gesetzes vom 26. April 2017 abgeänderten Fassung erwähnt sind, geschuldet wird. Die klagenden Parteien sind insbesondere der Auffassung, dass es nicht gerechtfertigt ist, dass der Beitrag zum Fonds nicht in Sachen geschuldet wird, die Gegenstand anderer Verfahren wie der Vermittlung in Zivilsachen und der Aussetzung der Verkündung, des Vergleichs oder des Erlöschens der Strafverfolgung durch die Ausführung von Maßnahmen und die Einhaltung von Bedingungen in Strafsachen sind. Es sei auch nicht gerechtfertigt, dass die Beitragspflicht ausschließlich auf Parteien, die ein Verfahren vor dem Staatsrat oder dem Rat für Ausländerstreitsachen anstrengen, und nicht vor den anderen föderalen oder nicht föderalen administrativen Rechtsprechungsorganen Anwendung findet.

B.22. Wie in B.10 erwähnt, besitzt der Gesetzgeber bei der Festlegung seiner Politik in Steuersachen eine weitgehende Ermessensbefugnis. In diesem Bereich darf der Gerichtshof die politischen Entscheidungen des Gesetzgebers sowie die ihnen zugrunde liegenden Begründungen nur missbilligen, wenn sie auf einem offensichtlichen Irrtum beruhen oder wenn sie einer vernünftigen Rechtfertigung entbehren.

B.23.1. Für die Sachen, die nach dem Zivilverfahren behandelt werden, hat der Gesetzgeber entschieden, den Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand an das Vorliegen eines verfahrenseinleitenden Akts bei dem betreffenden Rechtsprechungsorgan zu knüpfen.

B.23.2. Der angeführte Behandlungsunterschied beruht somit auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem verfahrenseinleitenden Akt. Das Unterscheidungskriterium ist ebenfalls im Lichte der vom Gesetzgeber verfolgten Zielsetzung, die Finanzierung des weiterführenden juristischen Beistands durch einen pauschalen Beitrag von 20 EUR für die an Gerichtsverfahren beteiligten Personen zu ergänzen, sachdienlich.

B.23.3. Es entbehrt somit nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, dass ein Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand gemäß Artikel 4 § 2 des Gesetzes vom 19. März 2017 ausschließlich infolge der Einreichung der Sache beim Gericht geschuldet wird.

Es ist außerdem festzustellen, dass im Rahmen einer gerichtlichen Vermittlung ein Beitrag bereits infolge der Einreichung der Sache beim Gericht gezahlt wurde. Im Hinblick auf die Eintragung der Homologierung einer Vermittlungsvereinbarung in die Liste im Rahmen einer freiwilligen Vermittlung wird ebenfalls ein Beitrag von jeder klagenden Partei geschuldet.

B.24.1. In Strafsachen wird ein Beitrag an den Fonds von jedem Verdächtigen, Beschuldigten, Angeklagten oder jeder für die Straftat zivilrechtlich haftbaren Person, der/die durch ein Strafgericht verurteilt worden ist, außer der Betreffende erhält weiterführenden juristischen Beistand, ebenso wie von der Zivilpartei, wenn sie die Initiative zur direkten Ladung ergriffen hat oder wenn infolge ihres Auftretens als Zivilpartei eine Untersuchung eingeleitet worden ist und sie in der Sache unterliegt, geschuldet.

B.24.2. Artikel 4 § 3 des Gesetzes vom 19. März 2017 würde nach Ansicht der klagenden Parteien einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Personen einführen, die einen Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand in Strafsachen zahlen müssten, und andererseits den Personen, gegen die die Strafverfolgung gemäß den Artikeln 216*bis* oder 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches erlösche oder bei denen die Verkündung der Verurteilung gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Juni 1964 « über die Aussetzung, den Aufschub und die Bewährung » ausgesetzt werde.

B.24.3. Im Gegensatz zu den Sachen, die nach dem Zivil- oder Verwaltungsverfahren behandelt werden, wird der angefochtene Beitrag in Strafsachen erst am Ende des Verfahrens bei der Verkündung in der Hauptsache eingenommen. Der Beitrag wird außerdem nur im Fall einer Verurteilung geschuldet.

B.24.4. Im Fall des Erlöschens der Strafverfolgung durch die Zahlung einer Geldsumme gemäß Artikel 216*bis* des Strafprozessgesetzbuches oder durch die Ausführung von Maßnahmen und die Einhaltung von Bedingungen gemäß Artikel 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches wird die Sache nach einem außergerichtlichen Verfahren behandelt.

B.24.5. Im Fall der Aussetzung der Verkündung einer Verurteilung gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 29. Juni 1964 « über die Aussetzung, den Aufschub und die Bewährung » entscheidet der Richter nur über die Feststellung des erwiesenen Tatbestands und verkündet nicht die strafrechtliche Verurteilung.

Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, wird in einem solchen Fall jedoch ebenso ein Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand geschuldet, sofern der Betreffende nach Artikel 6 des Gesetzes vom 29. Juni 1964 in die Kosten verurteilt wird.

Daraus folgt, dass der von den klagenden Parteien angeführte Behandlungsunterschied nicht besteht.

B.25.1. Schließlich würde nach Auffassung der klagenden Parteien Artikel 4 § 4 des Gesetzes vom 19. März 2017 in der durch Artikel 2 des Gesetzes vom 26. April 2017 eingefügten Fassung einen ungerechtfertigten Behandlungsunterschied einführen, insofern jede antragstellende Partei vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen einen Beitrag an den Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand zahlen müsse, außer sie erhält weiterführenden juristischen Beistand oder Gerichtskostenhilfe, während eine solche Beitragspflicht vor den anderen administrativen Rechtsprechungsorganen nicht zur Anwendung komme.

B.25.2. In ihrer Stellungnahme zu dem Gesetzesvorschlag, aus dem das angefochtene Gesetz hervorgegangen ist, hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats in Bezug auf die Beschränkung der Beitragspflicht auf Verfahren vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen angemerkt:

« Le paiement visé par la proposition de loi amendée ne trouve à s'appliquer dans le droit de la procédure administrative que ' [dans les affaires] devant le Conseil d'État et le Conseil du Contentieux des étrangers '. La question se pose alors de la compatibilité avec le principe d'égalité et de non-discrimination de la distinction qui découle de l'inapplicabilité de l'obligation de paiement à d'autres juridictions administratives, telles que le Collège de la concurrence de l'Autorité belge de la concurrence ou les chambres de première instance et de recours auprès du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Si le législateur estime que la distinction précitée peut résister au contrôle de constitutionnalité, il est recommandé de développer la justification de la distinction précitée lors des débats parlementaires. Dans le cas contraire, le régime proposé ne pourra être adopté que si son champ d'application est élargi à d'autres (ou aux autres) juridictions administratives.

Les observations qui précèdent valent en principe aussi pour les juridictions administratives organisées par les communautés et les régions en application des compétences implicites. En effet, l'autorité fédérale est en principe également compétente pour régler l'aide juridique de deuxième ligne devant ces juridictions, y compris son financement et, partant, la contribution visée dans la proposition de loi amendée. Il convient par conséquent de justifier également l'exclusion de ces juridictions administratives. En l'absence d'une telle justification, le régime proposé ne pourra être adopté que si son champ d'application est aussi élargi à d'autres (ou aux autres) juridictions administratives des communautés et des régions. Dans ce cas, le législateur devra toutefois se limiter à régler l'obligation de contribution et le montant de celle-ci. Il ne peut pas s'ingérer dans la procédure devant ces juridictions, par exemple en concevant la contribution comme une condition de recevabilité ou comme faisant partie des frais de justice » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-1851/008, SS 8-9).

B.25.3. Infolge dieser Anmerkungen heißt es in den Vorarbeiten:

« Dans les procédures administratives, l'obligation de payer la contribution est limitée aux procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers. Pour ces juridictions administratives fédérales composées de juges professionnels, les procédures ne sont en principe déjà pas gratuites; il s'agit des seules procédures devant une juridiction administrative pour lesquelles des droits de mise au rôle sont perçus. Les auteurs ont expressément souhaité que les procédures administratives actuellement gratuites pour tous les justiciables le restent également à l'avenir.

Dans le cadre des procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers, l'assistance fournie par un avocat à des parties moins fortunées a également un impact substantiel sur la qualité et sur le déroulement efficient de la procédure, notamment en raison du caractère écrit de celle-ci et donc notamment aussi en raison de l'importance des pièces de procédure établies par l'avocat.

En outre, la nomenclature de l'aide juridique de deuxième ligne prévoit pour ces procédures un nombre de points comparable à celui octroyé pour une procédure devant un tribunal ordinaire (en moyenne de 7 à 10 points), alors que seulement 3 points par procédure sont octroyés pour les autres procédures administratives.

Les procédures devant le Conseil d'État et devant le Conseil du contentieux des étrangers représentent également une part considérable du budget total annuel de l'aide juridique de deuxième ligne (environ 12,5 %), alors que les autres procédures devant des juridictions administratives représentent une part négligeable (moins de 1 %), de sorte que les frais pour percevoir ou recouvrer une contribution dans le cadre de ces dernières procédures seraient beaucoup trop élevés par rapport au montant total percevable ou recouvrable pour le fonds budgétaire » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-1851/009, S. 13).

B.25.4. Mit dem angefochtenen Beitrag soll der weiterführende juristische Beistand finanziert werden. Folglich konnte der Gesetzgeber den jeweiligen Anteil der Verfahren vor dem Staatsrat und vor dem Rat für Ausländerstreitsachen einerseits und vor den anderen administrativen Rechtsprechungsorganen andererseits an den Kosten für diesen Beistand berücksichtigen. Er konnte ebenfalls den Umstand berücksichtigen, dass die organisatorischen Kosten, die mit der Einnahme des Beitrags verbunden sind, im Verhältnis zum Erlös dieses Beitrags stehen müssen.

Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung entbehrt, dass die Beitragspflicht im Rahmen des Zugangs zu den administrativen Rechtsprechungsorganen nur für Verfahren vor dem Staatsrat und dem Rat für Ausländerstreitsachen gilt.



B.26. Der sechste Teil des einzigen Klagegrunds ist begründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt

- in Artikel 4 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 19. März 2017 « zur Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand » die Wörter « seitens jeder klagenden Partei » und

- in Artikel 4 § 4 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 26. April 2017 « zur Regelung der Schaffung eines Haushaltsfonds für weiterführenden juristischen Beistand in Bezug auf den Staatsrat und den Rat für Ausländerstreitsachen » die Wörter « pro antragstellende Partei »

für nichtig;

2. weist die Klage vorbehaltlich der in B.19.2 erwähnten Auslegung im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 13. Februar 2020.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

F. Daoût

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR NUCLEAIRE CONTROLE

[2020/200245]

9 FEBRUARI 2020. — Koninklijk besluit betreffende de bescherming tegen ioniserende stralingen tijdens diergeneeskundige blootstellingen

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Wij hebben de eer hierbij een koninklijk besluit betreffende de bescherming tegen ioniserende stralingen tijdens diergeneeskundige blootstellingen ter ondertekening aan Zijne Majesteit voor te leggen.

De ontwerp tekst van het besluit werd voor advies voorgelegd aan de daartoe bevoegde adviesinstanties.

De Raad van State verleende op 16 oktober 2019 het advies nr. 66.587/3 op basis van art. 84 § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

#### A. Algemene toelichtingen

Het huidige hoofdstuk VI van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen (hierna het "algemeen reglement") handelt over de geneeskundige en diergeneeskundige toepassingen van ioniserende stralingen. Tijdens de herziening van het huidige algemeen reglement naar aanleiding van de transpositie van de Euratom Basic Safety Standards (de Richtlijn 2013/59/Euratom van de Raad van 5 december 2013 tot de vaststelling van de basismethoden voor de bescherming tegen de gevaren verbonden aan de blootstelling aan ioniserende straling), werd er beslist om de bepalingen met betrekking tot de geneeskundige toepassingen onder te brengen in een apart Koninklijk Besluit. Door deze herstructurering werd dan ook besloten om de specifieke bepalingen voor diergeneeskundige blootstellingen eveneens onder te brengen in een apart Koninklijk Besluit.

Daarnaast zijn de laatste decennia de stralingstoepassingen in de diergeneeskunde veel breder en de radiologische uitrustingen eveneens geavanceerder geworden.

Waar vroeger de diergeneeskundige toepassingen beperkt waren tot gewone radiografieën met eenvoudige radiologische uitrustingen, ziet het FANC nu een toenemend gebruik van CT scanners, interventieradiologie, nucleaire diergeneeskunde en ook radiotherapie.

Een belangrijk onderdeel van huidig voorstel was dan ook het herzien, verduidelijken en uitdiepen van de huidige reglementaire vereisten rekening houdende met de evoluties in de diergeneeskunde.

Hierbij dient opgemerkt te worden dat de huidige regels voor stralingsbescherming opgesteld werden voor de bescherming van mens en milieu en niet voor de bescherming van dieren bij doelbewuste blootstelling aan ioniserende stralingen voor diagnose, therapie, verzekerings-technische doeleinden of keuringsonderzoeken. De drie basisprincipes van de stralingsbescherming (rechtvaardiging van de handelingen, optimalisatie van de bescherming, respecteren van de dosislimieten) verwijzen alle naar de bescherming van de mens.

In kader van dit project, stelt het FANC dat rechtvaardiging en optimalisatie eveneens op niveau van de individuele diergeneeskundige blootstelling moet worden uitgevoerd, gezien dit onrechtstreeks ook de bescherming van de dierenartsen, hun gemachtigden en de begeleiders van deze dieren ten goede zal komen.

De bescherming van personen wordt in eerste instantie geregeld in de hoofdstukken II en III van het algemeen reglement.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET AGENCE FEDERALE DE CONTROLE NUCLEAIRE

[2020/200245]

9 FEVRIER 2020. — Arrêté royal relatif à la protection contre les rayonnements ionisants lors d'expositions vétérinaires

### RAPPORT AU ROI

Sire,

Nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté royal relatif à la protection contre les rayonnements ionisants lors d'expositions vétérinaires.

Le projet d'arrêté a été soumis pour avis aux instances d'avis compétents.

Le Conseil d'Etat a donné le 16 octobre 2019 son avis n° 66.587/3 en application de l'article 84, § 1, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

#### A. Commentaire général

L'actuel chapitre VI de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants (ci-après le "règlement général") traite des applications médicales et vétérinaires des rayonnements ionisants. Lors de la révision de l'actuel règlement général dans le cadre de la transposition des normes de base de protection Euratom (partiellement la directive 2013/59/Euratom du Conseil du 5 décembre 2013 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants), il a été décidé de loger les dispositions relatives aux applications médicales dans un arrêté royal distinct. A la suite de cette restructuration, il a également été décidé de loger les dispositions spécifiques aux expositions vétérinaires dans un arrêté royal distinct.

En outre, les applications radiologiques en médecine vétérinaire se sont considérablement étendues au cours des dernières décennies et l'équipement radiologique est également devenu plus avancé.

Alors que ces applications vétérinaires se limitaient jadis aux radiographies ordinaires avec un équipement radiologique simple, l'AFCN s'aperçoit désormais que les vétérinaires ont de plus en plus souvent recours aux scanners CT, à la radiologie interventionnelle, à la médecine nucléaire et à la radiothérapie.

Un des principaux soucis de la présente proposition était donc de revoir, de clarifier et de renforcer les exigences réglementaires actuelles en tenant compte des évolutions au sein de la médecine vétérinaire.

Il convient de souligner que les règles actuelles de radioprotection ont été établies pour protéger l'homme et l'environnement, et non pas les animaux subissant une exposition intentionnelle aux rayonnements ionisants à des fins diagnostiques ou thérapeutiques, pour des expositions techniques d'assurance ou d'examen d'aptitude. Les trois principes de base de la radioprotection (justification des pratiques, optimisation de la protection, respect des limites de dose) sont tous trois axés sur la protection de l'homme.

Dans le cadre de ce projet, l'AFCN considère que la justification et l'optimisation doivent également être appliquées au niveau de l'exposition vétérinaire individuelle, dans la mesure où cette mesure profitera aussi indirectement à la protection des vétérinaires, des personnes habilitées et des accompagnateurs de ces animaux.

La protection des personnes est avant tout réglée par les chapitres II et III du règlement général.